

PRENUMERATA

w Paryżu i na prowincji:
 KWARTALNIE..... 12 fr.
 PÓLROCZNIE..... 24 fr.
 ROCZNIE..... 46 fr.
 NUMER ŚRODOWY. 40 c.
 NUMER SOBOTNI... 75 c.

Zagranicą:

ROCZNIE..... 50 fr.

TELEFON:

TRUDAINE 61.42

POLONIA

REVUE BI-HEBDOMADAIRE POLONAISE

Wychodzi we środy (po polsku)
 i w soboty (po francusku i po polsku)

Paraissant chaque mercredi (en polonais)
 et chaque samedi (en français et en polonais)

ABONNEMENTS

Paris et Départements:
 TROIS MOIS..... 12 fr.
 SIX MOIS..... 24 fr.
 UN AN..... 46 fr.
 NUM. DE MERCREDI 40 c.
 NUM. DE SAMEDI... 75 c.

Etranger:

UN AN..... 50 fr.

TÉLÉPHONE:

TRUDAINE 61.42

REDAKCJA I ADMINISTRACJA — 3^{bis}, rue La Bruyère, 3^{bis} — RÉDACTION ET ADMINISTRATION

EN EUROPE ORIENTALE

La complicité des pangermanistes et des réactionnaires russes.

La presse française a, à peu près, passé sous silence le récent congrès de monarchistes russes tenu à Reichenhalle en Bavière, sous les auspices des réactionnaires allemands. Il importe d'y revenir pour en souligner toute la gravité. Parmi les membres de ce congrès se trouvaient le grand-duc Dmitri, candidat actuel des monarchistes russes au trône de Russie; le fameux archevêque Euloge, connu pour sa haine de la Pologne; le député d'extrême-droite à l'ancienne Douma, Markov II; enfin le fameux baron Taube, un des plus farouches réactionnaires de la Russie d'avant-guerre.

D'importantes résolutions ont été votées à la fin des travaux de ce congrès: la réinstallation de la monarchie en Russie; l'asservissement de tous les Etats limitrophes qui doivent leur indépendance politique à la victoire des Alliés; le rétablissement d'une frontière commune entre la Russie et l'Allemagne, par conséquent la suppression de l'indépendance politique de la Pologne et, comme condition essentielle de la Russie future, une étroite alliance économique et militaire avec l'Allemagne.

A la veille du démembrement de la Pologne, à la fin du XVIII^e siècle, l'impératrice Catherine de Russie, née princesse d'Anhalt, écrivait au roi de Prusse, Frédéric: « Ne sommes-nous pas tous deux Allemands? » Le rapprochement de cette parole historique et des décisions de Reichenhalle démontre la complicité criminelle des pangermanistes et des réactionnaires moscovites dans leur plan de conquête.

Sans prétendre aggraver la situation et sans vouloir discréditer les Puissances occidentales, il convient pourtant de signaler l'accord entre le parti des *hobereaux* prussiens avides de revanche et celui des monarchistes russes avides de pouvoir. L'impérialisme des uns et des autres doit les confondre dans le même mépris chez tous les amis de la paix et de l'ordre en Europe. Il faut surtout indiquer le remède pour parer aux éventualités futures. Le maintien d'une Pologne suffisamment forte est nécessaire pour empêcher cette union possible entre la Prusse et une monarchie russe de demain. L'attribution à la Pologne des charbonnages et du bassin industriel de Haute-Silésie en est une des conditions primordiales. L'évolution de la Russie vers un régime vraiment démocratique et le maintien de relations pacifiques entre la Pologne et la Russie doivent avoir pour conséquence une alliance entre ces deux pays. Les conditions modérées de la paix de Riga sont déjà un acheminement vers une entente. Il ne faut pas confondre le tsarisme avec le peuple russe. Le tsarisme s'est effondré et la Pologne, victorieuse l'année dernière, n'a plus de motifs pour haïr la Russie.

Le développement de la classe paysanne russe, essentiellement pacifique, dans le cadre d'une Russie démocratique et libérale, consoliderait la paix dans l'Europe orientale et serait salué avec joie par la République Polonaise où l'élément paysan prend de plus en plus d'importance. En

empêchant le retour du régime monarchique à Berlin et à Moscou et la collusion des réactionnaires russes et allemands, en favorisant un rapprochement entre « la Russie guérie et la Pologne ressuscitée », les nations occidentales assureraient à jamais la paix en Europe. Cette œuvre de rapprochement des deux grandes nations slaves apparaît aujourd'hui comme indispensable pour paralyser la politique orientale du Reich.

Maurice TOUSSAINT.

La fin d'une illusion

L'affaire de Silésie n'est pas seulement, pour la France, une question quelconque de politique étrangère; pour le monde tout entier, elle n'est pas seulement non plus un problème relatif à l'organisation d'une toute petite partie de l'Europe. Sa signification est beaucoup plus haute et plus vaste. Elle nous apparaît comme la faille d'un grand espoir de l'humanité, comme une terrible réponse à la longue interrogation des siècles, comme une immense désillusion... Et ce n'est pas seulement au point de vue de la Pologne que je m'exprime ainsi; c'est à un point de vue plus large et plus humain, c'est toute la société humaine, ce sont toutes les agglomérations nationales, d'Occident ou d'Orient, qui commencent à comprendre que cette question de Silésie est l'angoissant symbole de la fin de leurs rêves. Bientôt, comme l'impératrice Marie-Thérèse, mais pour d'autres raisons, elles ne pourront pas « voir un Silésien sans pleurer », car son aspect seul leur rappellera en même temps que la grande duperie dont elles ont été victimes, le poids de la longue, de l'éternelle sujétion qui est retombé sur elles. Comme l'homme dont parle Alfred de Vigny dans son poème des « Destinées », les peuples auront cru que la lourde main qui les écrasait s'était enfin desserrée, qu'ils étaient « libres et forts ». Mais comme cet homme aussi, leur réveil aura été plus terrible. Ils se disent aujourd'hui: Mais quoi! ces grands mots dont on nous a si longtemps bercés, ce n'étaient que des mots... On nous a affirmé, depuis la fin du XVIII^e siècle, qu'un droit nouveau se levait sur le monde, que les conquérants, les bouchers d'hommes, seraient définitivement vaincus, et l'on a proclamé « le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », droit sacré que la Révolution avait prétendu instaurer et que, depuis lors, on n'a pas cessé d'affirmer à la face du monde. Et quand les Silésiens veulent se rattacher à la nation à qui les unissent depuis tant de siècles la race et les traditions, on les blâme, on les maudit, et la raison des gens de finance, plus inhumaine encore que la raison des hommes d'Etat d'autrefois, veut les contraindre par la force à se soumettre, veut les asservir comme s'il s'agissait encore des troupeaux humains du IV^e siècle...

Des générations ont espéré que le vieux rêve sombre des Gengis-Khan était mort à jamais et qu'on ne disposerait plus des peuples « comme des têtes de bétail », selon le mot d'Augustin Thierry. Des guerres sanglantes se sont faites au nom de cet idéal. Tout le XIX^e siècle a été

plein de cette nouvelle philosophie de l'Histoire. Les penseurs et les poètes ont montré l'homme libéré de toutes les servitudes, se développant harmonieusement dans le travail et dans l'amour, prenant, « pour lier sa gerbe », comme dit Victor Hugo, « la vieille corde du tocsin ». Tous n'avaient pas de mots assez sévères pour qualifier l'ancienne diplomatie, fondée sur la raison d'Etat et qui avait laissé s'accomplir les crimes des partages de la Pologne.

Pendant la dernière guerre, on avait exprimé à nouveau, et avec plus de force encore, les mêmes idées généreuses. On avait soutenu le moral des soldats en leur disant qu'ils combattaient « pour la liberté des peuples », pour le droit des nations... et aujourd'hui, quel réveil! L'Irlande réclame en vain l'indépendance, on écrase, on massacre ses fils; l'Islam refuse de se laisser réduire à l'état de colonie, on pourchasse des nationalistes d'Angora, et surtout, oh surtout! l'infortunée Silésie, déchirée depuis tant de siècles entre la Bohême, l'Autriche et la Prusse, veut faire retour à la patrie polonaise, tout un peuple d'ouvriers et de paysans crie son droit à disposer de soi-même; ils proclament que leur cause est juste, ils font valoir la légitimité de leurs titres... rien n'y fait; une main de fer s'abat sur eux, c'est l'éternel « droit du poing ». On veut les rejeter sous la domination abhorrée de l'Allemand, et les grandes nations libérales de l'Occident, celles-là justement en qui ils mettaient leur espoir et leur confiance, les trahissent ou les soutiennent si mollement que leur appui équivaut à un abandon.

Alors, qu'y aurait-il donc eu de changé si c'était l'Allemagne féodale et militaire qui avait eu la victoire? Nous y aurions du moins gagné de ne pas perdre la dernière de nos illusions!

Mais cette affaire de Silésie prouve qu'on nous a trompés, exploités, que tous ces philosophes, tous ces historiens du XIX^e siècle qui voyaient se lever sur l'avenir une aube de liberté et de justice, étaient, ou des comédiens ou des fous, et contre eux tous, monte l'immense rancœur, l'immense dégoût de tous les peuples qu'ils ont dupés. Quand les pauvres mineurs de Silésie, qui veulent être Polonais, sont poursuivis, traqués ou livrés à l'Allemagne, quand un ministre soi-disant ultra-démocrate se permet à leur égard des paroles qu'un ministre de Louis XV n'aurait pas osé prononcer, nous sommes sourdement révoltés, certes, mais nous ne commettons pas l'erreur de croire (encore!) qu'une nouvelle évolution politique peut nous amener à un stade meilleur, que le socialisme plus avancé, que le bolchevisme, par exemple, nous garantirait plus de vraie justice. Rien ne serait plus faux, et l'attitude actuelle des socialistes nous en est une preuve: toutes leurs sévérités sont pour la Pologne, l'Etat démocratique par excellence, qui a succombé jadis justement à cause de son amour excessif pour la liberté, et toutes leurs faveurs vont à l'Allemagne, autoritaire, impérialiste, et plus que jamais avide d'annexions. Ils sont tous pour le hobereau prussien contre le mineur silésien! Ce paradoxe n'est-il pas fécond en multiples enseignements? Que cette considération si décevante nous conduise au moins à une conclusion pleine de sagesse. Ne croyons plus les prophètes qui vien-

13 160

ment, avec de grandes phrases creuses et sonores, nous annoncent que quelque chose peut changer dans notre vieux monde corrompu, qu'une aurore nouvelle peut se lever sur notre vieille humanité, pétrie de tant de vices qu'elle est bien incapable de se régénérer. En politique comme en morale, voyons les hommes tels qu'ils sont, c'est-à-dire égoïstes, lâches et cupides ; soyons bien persuadés que les peuples seront toujours pressurés et opprimés par ceux-là mêmes qui prétendent les avoir libérés, que le faible sera toujours victime du fort ou de l'habile, et que, comme disait Renan, « les gros mangent toujours les petits ».

Tâchons donc, sachant tout cela, de nous faire une morale et une politique qu'on accusera peut-être de ressembler à celles de Nietzsche, mais ce sont les circonstances qui l'exigent. Efforçons-nous, nation ou individu, de n'être ni parmi les faibles, ni parmi les petits. Sans doute, c'est une philosophie plus rude encore que l'ancienne raison d'Etat ; toutefois, c'est le seul moyen de n'être pas mangés !

Anne-Marie GASZTOWTT.

Les ressources économiques de la Pologne

II. — Le Fer.

(Fin)

Dans le voisinage immédiat de la région de Kattowitz-Bytom-Gleiwitz, se trouvent, sur d'autres territoires polonais, dans l'ancien Royaume, des gisements de fer d'une extraordinaire richesse, capables d'alimenter pendant de longues années les usines de Silésie. La Pologne est donc en mesure, dès maintenant, de fournir à la Haute-Silésie la matière première indispensable qui lui fait défaut.

Dans le Royaume, on trouve du minerai de fer dans l'ancien gouvernement de Radom, sur le cours moyen et supérieur de la rivière Kamienna et plus à l'ouest jusqu'à Koneskie et Opoczono dans la partie septentrionale de l'ex-gouvernement de Kielce, ainsi que dans les parties sud-occidentales des provinces de Kalisz, Piotrkow, Kielce (Sieradz-Wielun-Czenstochowa-Siewierz-Olkusz). Faute de bonnes communications et en raison de l'excellente qualité des minerais de Russie méridionale, les gisements polonais n'étaient, avant 1914, que faiblement exploités. Mais il n'en sera plus de même désormais, d'autant plus que de nouvelles mines situées dans les concessions Aleksander et Wlodzimierz, dans le district de Czenstochowa, vont être incessamment mises en valeur.

Dans la région de Kielce-Sandomierz, où le fer est exploité depuis le XVIII^e siècle, le minerai se présente en général sous la forme de boules ou de couches de limonite (au mont Miedzianka, la limonite atteint jusqu'à un mètre d'épaisseur), d'hématite ou de sidérose ; ces deux derniers composés ferrugineux se trouvent dans les couches triasiques au pied des montagnes. Plus à l'ouest, le terrain jurassique qui, de Czenstochowa s'étend jusqu'à Olkusz vers le sud, est aussi riche en fer.

Bien que l'exploitation du minerai de fer n'ait pas suivi, dans le Royaume, une progression aussi rapide que celle de la houille, elle était néanmoins en augmentation, avec des fluctuations assez bizarres :

1890	219.431	tonnes
1900	483.077	—
1910	173.580	—
1911	257.100	—

La concurrence moscovite ayant disparu en même temps que les mesures douanières prohibitives du gouvernement russe, la production sidérurgique du Royaume se présente désormais dans les meilleures conditions.

**

La Galicie possède peu de minerai de fer.

L'extraction qui s'exécute en même temps que celle des minerais de zinc et de plomb est très inégale et oscille annuellement entre 8.000 et 2.000 tonnes (1.175 tonnes en 1910). Il n'y avait, du reste, avant la guerre, qu'une seule exploitation en activité, à Czerna, près de Krzeszowice. Mais les recherches des géologues ont abouti à des découvertes de minerais dans les formations tertiaires récentes des Carpathes et l'on y constate l'existence de quatre variétés de gisements, contenant de 21 à 51 % de ce métal.

Pour l'ensemble de la Pologne, l'industrie sidérurgique en est à ses débuts. Les différentes provinces de cette nation sont d'ailleurs largement dotées de richesses naturelles pour permettre d'affirmer que, dans un avenir prochain, et avec la collaboration provisoire du bassin lorrain français, la Pologne sera en mesure de pourvoir aux besoins de son industrie et de sa vie économique.

Maurice TOUSSAINT.

CONSTITUTION

DE LA

RÉPUBLIQUE POLONAISE

ARTICLE 49

Le Président de la République conclut des traités avec les autres Etats et les porte à la connaissance de la Diète.

Les accords commerciaux et douaniers, ainsi que ceux qui, soit grèvent l'Etat au point de vue financier, soit contiennent des dispositions juridiques comportant des obligations pour les citoyens, soit entraînent une modification des frontières de l'Etat, enfin tous les traités internationaux, nécessitent le consentement de la Diète.

ARTICLE 50

Le Président de la République ne peut déclarer la guerre et conclure la paix qu'avec le consentement préalable de la Diète.

ARTICLE 51

L'exercice de ses fonctions n'entraîne pour le Président de la République aucune responsabilité ni civile, ni parlementaire.

En cas de haute trahison, de violation de la Constitution ou de crime de droit commun, des poursuites ne peuvent être engagées contre le Président de la République qu'en vertu d'une décision de la Diète, prise à une majorité des deux tiers, la moitié au moins du nombre des délégués étant présents. L'affaire est jugée et la sentence prononcée par une Haute-Cour de l'Etat, d'après les dispositions d'une loi spéciale. Du moment où il est déféré à la Haute-Cour, le Président de la République est suspendu de ses fonctions.

(A suivre.) Extrait de « La Pologne ».

BULLETIN

(Express Télégraphe de l'Est.)

12, rue du Helder.

Une proclamation du général Hoefler.

Les journaux allemands de Haute-Silésie publient une proclamation du général Hoefler disant que les intérêts de la patrie allemande exigeaient la retraite des troupes allemandes. La désobéissance aux ordres de la commission interalliée rendrait difficile l'attribution de la Silésie à l'Allemagne.

L'« Indépendance Day » en Pologne.

A l'occasion de l'Indépendance Day, de grandes manifestations populaires ont commencé hier et se poursuivent aujourd'hui. Le Conseil municipal de Varsovie tient une séance solennelle et des cortèges d'enfants parcourent les rues.

Les événements de Haute-Silésie.

Les agressions allemandes continuent.

La situation recommence à devenir inquiétante dans la ville de Beuthen et dans certains autres districts, en raison des attaques et des agressions continuelles auxquelles se livrent les Allemands.

Mardi dernier, en pleine place de Moltke, à Beuthen, les Allemands ont tué un officier français, le commandant de Montallegre, du 27^e bataillon de chasseurs. Cet assassinat qui a été commis peu après le départ des tanks français, a exaspéré les soldats français qui, jusqu'à présent, avaient conservé une attitude loyale envers les Allemands. Le commandant de Montallegre, ainsi que de nombreux officiers français, avaient reçu souvent des lettres de menaces de l'Orgesch, dans lesquelles on leur annonçait que tous les officiers français seraient assassinés.

A Herby, dans les environs de Beuthen, les Allemands ont attaqué les garde-frontières. Huit Polonais ont été tués et plusieurs autres ont été blessés.

Dimanche dernier, à Konigshutte, les Allemands ont ouvert le feu contre un cortège qui parcourait les rues, tuant deux femmes et blessant un grand nombre d'autres personnes.

Dans les attaques que les Allemands dirigèrent ces jours derniers contre les faubourgs de Beuthen, 26 mitrailleuses entrèrent en action. La population fut obligée de se cacher dans les caves. Seule l'arrivée des tanks français mit fin à la fusillade. La situation des Polonais à Beuthen est insupportable.

La pacification de la Haute-Silésie.

La retraite des insurgés s'effectue dans le calme le plus complet. Les insurgés se sont retirés des environs de Beuthen et de Kattowitz et demain l'évacuation du territoire occupé sera presque terminée. Les insurgés sont suivis par des détachements militaires interalliés qui occupent les territoires évacués.

Après l'évacuation de Beuthen par les insurgés, des détachements français et anglais ont occupé les environs de la ville pour empêcher des excès de la part des stostuppen. Les Français occuperont demain Szopienice.

La commission chargée de la liquidation de l'insurrection entrera en fonctions le 5 juillet.

On continue à arrêter des communistes venus de Berlin ; on a constaté que beaucoup d'entre eux étaient payés par le parti allemand soviétique. On a également arrêté à Oppeln des courriers bolchevistes qui se rendaient à Berlin et à Moscou pour chercher des fonds.

Les communistes font beaucoup de propagande afin de provoquer un mouvement armé de la population contre les autorités alliées. Ils disposent de sommes importantes provenant, pour la plupart, des cercles nationalistes de Berlin, mais, malgré cela, leur influence est assez faible.

Arrestations de Polonais.

Malgré l'amnistie, un grand nombre de Polonais ont été arrêtés sur le territoire évacué par les insurgés. Ces faits provoquent une grande agitation parmi la population polonaise et menacent de détruire la paix rétablie dernièrement.

En outre, la commission interalliée insiste pour la retraite de la gendarmerie polonaise qui constitue l'unique force organisée pour le maintien de l'ordre. On craint de graves complications au moment de la rentrée en fonctions des anciens landrats allemands, disposition à laquelle la population ne veut pas se conformer.

Un attentat allemand avorté.

Les Allemands ont tenté de faire sauter la caserne de gendarmerie polonaise à l'aide de la dynamite. La mine fut découverte à temps et l'attentat échoua.

L'attaché militaire polonais en Roumanie.

Le colonel Wieniawa Dlugoszewski, aide de camp du chef de l'Etat, a été nommé attaché militaire de Pologne à Bucarest.

Mise en liberté d'un otage polonais.

L'évêque Losenski, qui a été remis en liberté par les bolcheviks, a quitté Moscou le 4 juillet, rentrant à Varsovie.

Arrivée à Prague de M. Piltz.

M. Erasme Piltz, nouveau ministre de Pologne à Prague, est arrivé hier. Il a été salué à la gare par tout le personnel de la légation.

Pour l'amélioration des finances

L'Union Populaire Nationale, selon le projet du député Stanislas Grabski, a déposé à la Diète une motion relative à l'assainissement des finances. La motion invite le gouvernement à prendre les mesures suivantes : 1° augmenter les revenus ; 2° faire voter par la Diète une loi permettant d'augmenter les revenus permanents et le chiffre des dépenses ; 4° accorder la liberté au commerce ; 5° émettre un nouvel emprunt d'Etat d'une valeur d'au moins 30 milliards de marks ; 6° créer un banque d'émission avec l'appui des capitaux privés ; 7° élaborer un programme général de politique financière et économique.

D'autre part, M. Steczkowski, ministre des finances, a présenté hier à la Diète un projet de loi donnant au gouvernement tous les pouvoirs pour prendre des mesures extraordinaires au sujet de la circulation monétaire entre la Pologne et l'étranger. Ce projet a été renvoyé à la commission.

Enfin, on annonce que M. Szarots, ministre de Pologne à Vienne, a conféré avec les représentants des grandes banques viennoises sur les mesures qu'il y aurait lieu de prendre pour obvier à la baisse du mark polonais.

Un incident au Belvédère.

La presse française ayant relaté un soi-disant attentat commis contre le chef de l'Etat, l'agence *Express Télégraphe de l'Est* est autorisée à rétablir les faits tels qu'ils se sont produits.

Il y a quelques jours, un individu inconnu se présentait au Belvédère et demandait à être reçu par le ministre de la guerre. Comme on lui faisait remarquer que le ministre ne recevait pas en cet endroit, l'individu qui paraissait très agité sortit un revolver de sa poche en déclarant : « Je vais tuer tout le monde ! », puis il s'enfuit par la rue Bagatela, poursuivi par les agents de police. Il se retourna et fit feu à plusieurs reprises contre les agents qui ripostèrent et l'atteignirent aux pieds.

Mis en état d'arrestation, l'individu fut reconnu pour un nommé Wenceslas Szubert, ancien étudiant à l'Université de Cracovie, ancien militaire.

Devant l'incohérence de ses déclarations, on reconnut que Szubert était complètement fou, et il fut interné dans un asile d'aliénés.

Nominations de diplomates.

Le chef de l'Etat a signé la nomination de M. Titus Filipowicz au titre de ministre plénipotentiaire, envoyé extraordinaire au poste de Moscou et celle du comte Sigismond Lasocki au poste de Vienne.

D'autre part, en raison du départ à Prague, en qualité de conseiller de légation, de M. Charles Bäder, vice-directeur des affaires politiques au ministère des affaires étrangères, M. Auguste Zaleski, ancien ministre de Pologne à Athènes, est chargé de la direction intérimaire des affaires politiques.

La délégation polonaise économique en Roumanie.

La délégation économique polonaise envoyée à Bucarest pour la conclusion d'un traité de commerce a terminé ses travaux. Dans quelques jours, le traité pourra être signé.

Le groupe polonais à l'Union interparlementaire.

Le bureau de la Diète annonce la création d'un « Groupe polonais à l'Union parlemen-

taire ». En attendant l'organisation définitive du groupe, le député professeur Dembinski a été chargé d'assurer les relations du groupe avec l'Union. Des députés des différents clubs feront partie de ce groupe, qui prendra part à la prochaine assemblée de l'Union devant avoir lieu à Stockholm du 16 au 19 août.

Ratification de la convention polono-roumaine.

La Diète a ratifié hier la convention conclue avec la Roumanie, signée à Bucarest le 3 mars dernier par le prince Sapieha, ancien ministre des affaires étrangères. Les députés ont fait une ovation au ministre de Roumanie, M. Florescu qui assistait à la séance dans la loge diplomatique.

Résolution de la Commission d'exportation de la Chambre de Commerce Franco-Polonaise relative à l'importation d'appareils de motoculture en Pologne.

Faisant état des renseignements recueillis par M. Jean Dybowski, membre de l'Académie d'Agriculture, professeur à l'Institut National Agronomique, au cours de sa mission en Pologne, la Chambre de Commerce Franco-Polonaise a considéré, dans son assemblée générale du 10 juin 1921, que le marché polonais offre des possibilités d'exportation pour les industries françaises de la motoculture, des machines agricoles et des engrais artificiels, mais qu'il convient de prendre des mesures appropriées pour parer à la situation créée par la baisse du change polonais.

Elle a, en conséquence, pris l'initiative de constituer une commission qui est composée, à raison de trois délégués par groupement, de représentants de la Chambre de Commerce Franco-Polonaise, de la Chambre Syndicale de la Motoculture, de la Chambre Syndicale des Constructeurs Français de Machines Agricoles et de l'Union des Industries Chimiques (engrais artificiels) ; aux travaux de cette commission prennent part également le conseiller commercial à la légation de Pologne à Paris, ainsi que les représentants des ministères français du commerce et de l'agriculture.

La commission, qui a tenu des séances les 15, 20 et 28 juin 1921, s'est appliquée à déterminer les conditions financières qui permettraient aux industries précitées d'exporter en Pologne.

La commission est arrivée aux conclusions suivantes :

La Pologne a besoin d'appareils de motoculture, d'instruments agricoles et d'engrais.

Les moyens de paiement offerts consisteraient en matières de consommation d'un type marchand : sucre, fécule, dextrine, amidon, etc... Les syndicats agricoles polonais pourraient s'engager à fournir soit les quantités nécessaires de pareils produits pour gager une ouverture de crédit déterminé, soit la somme exigible.

D'autre part, il serait possible d'obtenir du gouvernement polonais et souhaitable d'obtenir du gouvernement français des garanties concernant l'exécution des paiements par les syndicats.

Dans ces conditions, il y aurait lieu de former, avec la participation des membres des trois chambres syndicales intéressées, une société commerciale chargée de négocier cette affaire avec les banques et les syndicats polonais.

Les principaux caractères de cette société peuvent être déterminés et résumés de la manière suivante :

1° Il est formé une société commerciale par actions qui a pour objet d'assurer pour le compte de ses adhérents les exportations de France en Pologne d'appareils de motoculture, de machines agricoles et d'engrais artificiels.

2° Cette société est constituée au capital de 150.000 fr., composé de 1.500 actions de 100 fr.

3° Ces actions sont mises à la disposition des

membres des diverses chambres syndicales, dans les proportions qui seront indiquées ultérieurement.

Toute maison française dont la fabrication répond au but poursuivi par la société, pourra acquérir une ou plusieurs actions, au prorata de ses ventes probables en Pologne ; sa demande ne sera obligatoirement recevable qu'à l'époque de la constitution de la société ; passé ce délai, elle ne sera accueillie que selon une procédure à déterminer.

La société s'interdira de vendre en Pologne des marchandises de provenance non française et dont on pourrait trouver les similaires en France.

4° Peuvent seules recourir aux services de la société les maisons qui possèdent une ou plusieurs actions.

5° La société percevra sur toutes affaires réalisées par son intermédiaire une commission de 5 %.

6° La société se mettra en rapport, aussitôt que possible, avec les gouvernements français et polonais, les banques françaises et les syndicats agricoles polonais.

On procède actuellement à la rédaction des statuts de la société précitée ; il sera fait appel incessamment aux souscripteurs éventuels.

Au Sénat

Une Conférence sur la Haute-Silésie.

Le 1^{er} juillet, M. Georges Bienaimé a fait au Sénat, devant le groupe des études diplomatiques, présidé par M. Louis Martin, sénateur du Var, une conférence sur la Haute-Silésie.

Répondant aux questions de plusieurs sénateurs, M. Bienaimé a dit que la solution du problème silésien préconisée par l'Angleterre est absolument inadmissible.

La solution suggérée par le comte Sforza et le général de Marinis, au nom de l'Italie, dans un louable esprit de conciliation, ne peut davantage être admise.

Il n'est pas possible que la Pologne perde le district de Strzelce, où elle a eu la majorité, et les centaines de communes qui, autour de Gleiwitz, de Zabrze, de Tarnowskie Gory, de Katowitz et de Bytom, ont également donné la majorité à la Pologne.

Un sénateur ayant demandé si la question de Haute-Silésie avait été soulevée à Wiesbaden, dans les conversations Loucheur-Rathenau, tous les sénateurs présents furent d'accord pour déclarer que la Haute-Silésie ne doit en aucune façon servir de monnaie d'échange dans les marchandages que les Allemands pourraient proposer à la France.

En l'honneur de la fête de l'indépendance américaine.

En raison des liens traditionnels qui unissent les Etats-Unis, la France et la Pologne, l'Association « France-Pologne » a fait déposer le 4 juillet, fête de l'Indépendance des Etats-Unis, deux couronnes : l'une au monument de Lafayette, l'autre au monument de Washington.

En outre, M. Noulens, sénateur, président de l'Association, a fait parvenir au président Harding le télégramme suivant :

« L'Association « France-Pologne », instituée pour resserrer les liens des patries de Lafayette et de Kosciuszko, adresse son hommage et son salut au plus haut représentant de la patrie de Washington. »

TRÈS BON COMPTABLE parlant le polonais, le français et l'allemand, cherche emploi stable ou provisoire. S'adresser à Félix Witkowski, 8, rue Albouy, Paris.

MEMENTO

Szarańcza, Stańczyk i minister Steczkowski.

Położenie geograficzne, nie dając nam granic naturalnych i faworyzując przez to apetyty naszych sąsiadów, uchroniło nas jednak od kłeski szarańczy, nawiedzającej perjdycznie kraje nad Śródziemnym morzem. Iżbyśmy jednak nie mieli do pozazdroszczenia owym krajom, zesłał na nas litościwy los przy pomocy naszej własnej innej szarańczy, a to w postaci nieprzeliczonych banknotów, od pół marki, za którą się nie dostanie, aż do pięciotysięcznych, za co już to i owo kupić można. Drukarnie państwowe wysypują miesięcznie za dwanaście miliardów tej mанны. Rezultat jest taki, że, jak mówią za Żelazną Bramą « marka leczi na pisk » i już dochodzi blisko do 150 za franka, za którego w kraju płacą podobno jeszcze więcej.

I gdyby nie ta przeklęta marka, byłoby w Polsce nienajgorzej. Ludzie, świeżo z kraju przybyli, opowiadają wiadomości pomyślne. Ludzie w Polsce naogół nie są głodni, urodzaje zapowiadają się tak świetnie, jak najstarsi nie pamiętają, koleje chodzą gęsto i szybko, bezrobotnych prawie nie ma, przemysł pracuje intensywnie, spotyka się wieśniaków, którzy wzywają lekarza nie do chorego, ale do przeliczenia pieniędzy, pisma francuskie nazywają Polskę krajem miliardów (milioner jest tam czelkiem biednym), górale w Zakopanem biorą po kilkaset tysięcy za parę ciupek na sezon, sejm jedzie sobie na wakacje najspokojniej w świecie, teatry przepelnione — jednym słowem istny raj, gdyby nie ta przeklęta marka, nie te miljarde marek, na które nie ma pokrycia, bo skarb jest pusty, bo w zeszłym roku wpłynęło ledwo pięć miliardów do kasy, bo te podatki płacą prawie wyłącznie miasta, gdyż wsi się wzbraniają, wymawiając się jeszcze owymi rekwizytami (których, nawiasem mówiąc, ani jednej tysiącznej nie uiszcili).

I na wzór szarańczy te niezliczone chmary banknotów grożą nam pożarciem wszystkiego, zaczynają w sposób poważny tamować wytwórczość przemysłową, niski kurs marki już wywołał częściowy zastój w przemyśle, a tuż w ślad tu i ówdzie zaczyna się bezrobocie; ten kurs tamuje wszelkie transakcje handlowe — jednym słowem szarańcza marek zaczyna dławić i dusić żywotne siły społeczeństwa, grozi nieuchronną katastrofą.

Więc w kraju podniósł się wielki krzyk rozpacz i odbił się głośnie echem po całej Polsce.

Konstytucja Rzeczypospolitej Polskiej

Artykuł 98.

Nikt nie może być pozbawiony sądu, któremu z prawa podlega. Sądy wyjątkowe są dopuszczalne tylko w wypadkach, oznaczonych ustawami, wydanymi przed popełnieniem czynu karygodnego. Ściganie obywatela i wymierzenie kary jest dopuszczalne tylko na zasadzie obowiązującej ustawy.

Kary, połączone z udręczeniami fizycznymi, są niedozwolone i nikt takim karom podlegać nie może.

Żadna ustawa nie może zamykać obywatelowi drogi sądowej dla dochodzenia krzywdy i straty.

Artykuł 99.

Rzeczpospolita Polska uznaje wszelką własność, czy to osobistą poszczególnych obywateli, czy to zbiorową związków obywateli, instytucji, ciał samorządowych i wreszcie samego Państwa, jako jedną z najważniejszych podstaw ustroju społecznego i porządku prawnego, oraz poręcza wszystkim mieszkańcom, instytucjom i społecznościom ochronę ich mienia, a dopuszcza tylko w wypadkach, ustawą przewidzianych, zniesienie lub ograniczenie własności, czy to osobistej, czy to zbiorowej, ze względów wyższej użyteczności, za odszkodowaniem. Tylko ustawa może postanowić, jakie dobra i w jakim zakresie, ze względu na pożytek ogółu, mają stanowić

Opowiadają, że pownego razu trefnił króla Zygmunta I, słynny Stańczyk, założył się z przyjacielami, iż najwięcej na świecie jest lekarzy; udał chorego na zęby i rzeczywiście kogo tylko spotkał ze znajomych, ten mu zaraz środek niezawodny doradzał. W Polsce zaroilo się teraz od takich lekarzy społecznych. Nagle wszyscy okazali się zawziętymi ekonomistami i dalej doradzać zbawienne środki. Jak zwykle bywa w takich razach, zależnie od osobistych przekonań i upodobań słyhać o środkach łagodnych, ostrych, a nie brak nawet i takich, którzy doradzają środki gwałtowne. Zwązek ludowo narodowy n. p. jest zwolennikiem środków dosyć łagodnych, z zakresu medycyny domowej, tak miłej naszym prababkom. Radzi między innymi stronnictwo p. Grabskiego wzorem owego Buchmana z Pana Tadeusza « wybrać komisję, któraby... » Zdaje się, że krotkość czasu stanie na zawadzie, iż się nie stanie zadość Buchmanowej radzie.

Inni wołają o rodzaj dyktatury ekonomicznej w ręku ministra skarbu.

Kurjer Warszawski zapytuje ironicznie: « Cudu czekacie? » Napewno i takich nie brak, i dla tych dodaje dalej Kurjer z przekąsem: Był cud nad Wisłą, może się uda cud na ulicy Rymarskiej.

Ze w takich warunkach minister skarbu Steczkowski « miał dosyć » i podał się do dymisji, nie dziwimy się wcale. Otoczony pracownikami, którzy zamiast rzeczowej pomocy, wymagali nowych emisji, nie czuł się na siłach do roli, którą niegdyś odegrał Dunajewski, ratując Austrię przed przepaścią ekonomiczną. Dymisję tę cofnął, dając tem dowód poczucia obowiązków obywatelskich i w niedawnym oświadczeniu sejmowemu podał pokrótce przyczyny złego i środki zaradcze; oświadczenie to nacechowane było sporą dozą optymizmu. Zyczymy mu szczerze powodzenia i pozwolimy sobie w końcu przypomnieć jeszcze jedną poradę z dawnej medycyny (starą jak świat i zawsze słuszną). *Usunąć przyczynę i działać na naturę.* Wszyscy w Polsce wiedzą, jaka jest przyczyna choroby finansowej i jak trzeba na naturę tej choroby działać. Polska ma wszelkie warunki by jej zdrowy organizm wyszedł cało z choroby. Chodzi tylko o to, aby do chorego wzywać specjalistów, a nie konowałów. Uważamy ministra Steczkowskiego za takiego specjalistę, a społeczeństwo za należycie dojrzałe, by lekarzom pracy nie utrudniać, więc też wierzymy, że wszystko będzie dobrze, a nauka w las nie pójdzie.

K. MIR.

wyłącznie własność Państwa, oraz o ile prawa obywateli i ich prawnie uznanych związków do swobodnego użytkowania ziemi, wód, minerałów i innych skarbów przyrody — mogą, ze względów publicznych, doznać ograniczenia.

Ziemia, jako jeden z najważniejszych czynników bytu narodu i Państwa, nie może być przedmiotem nieograniczonego obrotu. Ustawa określa przysługujące Państwu prawo przymusowego wykupu ziemi, oraz regulowania obrotu ziemią, przy uwzględnieniu zasady, że ustrój rolny Rzeczypospolitej Polskiej ma się opierać na zdolnych do prawidłowej wytwórczości i stanowiących osobistą własność gospodarstwach rolnych.

Artykuł 100.

Mieszkanie obywatela jest nietykalne. Naruszenie tego prawa przez wejście do mieszkania, rewizję domową i zajęcie papierów lub ruchomości, poza koniecznością wykonania zarządzeń administracyjnych, opartych na wyraźnym upoważnieniu ustawowem, może nastąpić tylko na polecenie władz sądowych, w sposób i w wypadkach, ustawą przepisanych.

Artykuł 101.

Każdy obywatel ma wolność obrania sobie na obszarze Państwa miejsce zamieszkania i pobytu, przemieszczania się i wychodźstwa, niemniej wolność wyboru zajęcia i zarobkowania oraz przenoszenia swej własności.

Ograniczenie tych praw może wprowadzić tylko ustawa.

c. d. n.

Proklamowanie niepodległej Republiki Słowackiej

Pisma polskie otrzymały z początkiem b. m. następujące odezwy:

DO NARODU SŁOWACKIEGO!

Słowacka Rada narodowa, jako reprezentantka narodu słowackiego w jego dążeniach do niepodległości, opierając się na prawie samostanowienia narodów o sobie, ogłasza niniejszem narodowi słowackiemu i wszystkim narodom świata co następuje:

1. Słowaczyna zostaje z dniem dzisiejszym ogłoszona wolną i niepodległą republiką i odłączona od Czech.

2. Rządy czeskie na Słowaczynie należy od dzisiaj traktować, aż do ich usunięcia, jako rządy okupacyjne i bezprawne.

3. Aż do zwołania Sejmu konstytucyjnego będzie tymczasowo sprawować najwyższą władzę ustawodawczą i wykonawczą, cywilną i wojskową na Słowaczynie — tymczasowy rząd narodowy Republiki słowackiej.

4. Tymczasowy rząd narodowy Republiki słowackiej mianowany będzie przez słowacką Radę narodową.

Siedziba prezydium słowackiej Rady narodowej, dnia 25 maja 1921 roku.

W imieniu słowackiej Rady narodowej: Franciszek Unger, wiceprezes.

DO SPOŁECZEŃSTWA POLSKIEGO.

P. Chrobryński, o którym dekret mówi, jako o « ministrze dla spraw polsko-słowackiego porozumienia », ogłosił następującą odezwę do społeczeństwa polskiego:

« Powołany dekretem słowackiej Rady narodowej z dnia 25 maja 1921 roku w skład Tymczasowego Rządu Narodowego Republiki słowackiej, jako minister dla spraw polsko-słowackiego porozumienia, mając za zadanie pracować nad zbliżeniem polsko-słowackim, zwracam się do ogółu społeczeństwa polskiego z gorącym apelem, aby niepodległościowemu ruchowi narodowemu słowackiemu udzieliło jak najdalej idącego poparcia i pomocy.

« Tymczasowy Rząd Narodowy słowacki, prawowita władza, wyszła z łona narodu słowackiego, który zrzuca jarzmo czeskie, jest ożywiony najgorętszą i najszerzą sympatią do Polski, widząc w niej swą naturalną opiekunkę i najbardziej pobratymczy naród.

« Najważniejsze interesy polityczne Polski wymagają, aby naród polski z tej wzrastającej przyjaźni Słowacji dla niej skorzystał i ku niepodległej Słowaczynie doń bratnią wyciągnął. Niepodległa Republika słowacka zapewni Polsce pełne bezpieczeństwo kresów południowych i usunie raz na zawsze groźbę napadu ze strony Czechów, którzy zdradziecko czchają na sposobność zadania ciosu Polsce. Również bezpieczeństwo Polski od wschodu i zachodu zostaje z powstaniem niepodległej Słowaczyny w najściślejszym związku, bo unieszkodliwienie wroga Polski, Czechów, jest największą tego bezpieczeństwa gwarancją. Stosunki na polskim Śląsku Cieszyńskim pod rządami czeskimi i zachowanie się Czechów w każdej ciężkiej dla Polski chwili, dostatecznie pouczyły naród polski, czego się od Czechów spodziewać może. Niechaj więc cały naród polski nie poskapi akcji niepodległościowej słowackiej tej życzliwości i pomocy, której wymagają wspólne interesy Polski i Słowacji!

Niech żyje braterstwo polsko-słowackie!

Niech żyje Francja, sojuzniczka Polski!

Siedziba, dnia 26 maja 1921 r.

T. Chrobryński, minister dla spraw polsko-słowackiego porozumienia w Tymczasowym Rządzie Narodowym Republiki słowackiej.

Odnosnie do tej odezwy, wydanej w Krakowie, oświadczył prezydent ministrów Witos:

Rząd polski, uważając proklamowanie przez słowacką Radę narodową w Krakowie oderwania Słowaczyny od Czechosłowacji za czyn niepoważny, nie przywiązuje doń żadnej wagi. Ponieważ jednak sprawcami tej akcji są osoby, korzystające w Polsce z prawa azylu, zarządzane zostały surowe dochodzenia i winni będą pozbawieni prawa przebywania w Polsce. W tym duchu złożył nasz przedstawiciel w Pradze oświadczenie rządowi czechosłowackiemu.

NAJSZYBCIEJ PRZESYŁKĘ PIENIĘDZY DO POLSKI

za pomocą czeków, przekazów listowych lub telegraficznych skutecznie po najlepszym kursie jedynie

BANK DLA HANDLU I PRZEMYSŁU W WARSZAWIE

FILJA W PARYŻU

Adres telegraficzny: Bankvarab

36, rue de Châteaudun, Paris (9^e)

Telefon: Trudaine 56-49, 66-78

posiadający we wszystkich miejscowościach Polski swe oddziały, agencje i korespondentów.

Kapitały własne przeszło 100 milionów Marek p.

INSTYTUCJA CENTRALNA: WARSZAWA, UL. TRAUĞUTTA 8

Oddziały i Agentury: Biała podlaska, Białystok, Brześć Litewski, Drohobycz, Grajewo, Lwów, Łomża, Łuków, Międzyrzec, Mińsk-Litewski, Siedlce, Stanisławów oraz 4 oddziały miejskie w Warszawie. Filja w Antwerpii (Belgia).

Kasy wypłat: Poznań, Kraków, Gdańsk, Bydgoszcz, Toruń, Płock, Łańcut, Bielsk, Pabianice, Pułtusk, Zamość, Chełm, Będzin, Częstochowa, Kalisz, Kielce, Kutno, Łódź, Lublin, Mława, Ostrowiec, Piotrków, Radom, Radomsk, Sosnowice, Włocławek, Zawiercie, Zgierz, Sandomierz.

JEDYNY POLSKI BANK WE FRANCJI

Liczne listowne podziękowania świadczą, że tylko *Bank dla Handlu i Przemysłu w Warszawie* potrafił dotąd przesyłać pieniądze najszybciej i najtaniej z zupełną gwarancją punktualnego doreczenia. We większych miastach przekazy telegraficzne zostają wypłacone po 2-3 dniach, a listowne po 6-10 dniach. **BANK** opłaca procentowo najkorzystniej oszczędności we frankach lub markach polskich. Specjalna opieka nad przekazami pracowników polskich. Listy należy pisać po polsku.

Listy i przekazy należy adresować: *Banque pour le Commerce et l'Industrie à Varsovie, Succursale de Paris, 36, rue de Châteaudun, Paris (9^e).*

ROBOTNICZY POLSCY WE FRANCJI

Życie Robotnicze na południu Francji.

Carmaux.

Sprawozdanie z zebrania Towarzystwa Robotników Polskich we Francji z dnia 19 Czerwca r. b.

Przewodniczący druh W. Ludwiczak rozpoczął zebranie hasłem « Szczęść Boże » i podał następujący porządek dzienny:

- 1^o Zagajenie;
- 2^o Przeczytanie sprawozdania z poprzedniego zebrania, które za dobre było uznane;
- 3^o Sprawozdanie Skarbnika z zabawy, urządzonych w obozie Polskim dnia 12 bm., z której wpłynęło do Kasy Towarzystwa 172 fr. czystego dochodu;
- 4^o Przeczytanie tłumaczenia ustaw Kasy chorych i przepisów miejscowych względem pracy w kopalniach;
- 5^o Wnioski;
- 6^o Sprawy miejscowe.

Po dojściu do punktu czwartego i przeczytaniu wymienionych w nim ustaw, uchwalono następującą rezolucję:

« Ogólne zebranie poleca Zarządowi swemu wyrazić podziękowanie Dyrekcji kopalni Carmaux, za przychylnie odniesienie się do naszej prośby, dając nam tłumaczenie statutu kasy chorych i przepisów względem pracy w kopalniach. Przejrzawszy te ostatnie, zauważyliśmy jednak, że nie zawierają one wszystkich niezbędnych wiadomości, które mogą nas informować, jako robotników zagranicznych, nieznających miejscowych praw i pracujących obecnie bez kontraktów, które wykazywały nam dotąd, do czego, jesteśmy zobowiązani względem pracodawcy a pracodawca względem nas. Uważając, że te informacje są zawarte zapewne w innych specjalnych przepisach, polecamy swemu Zarządowi udać się z prośbą do Dyrekcji, o udzielenie nam tłumaczenia przepisów, zawierających szczególne obowiązki naszych względem przedsiębiorstwa i przedsiębiorstwa względem nas, z jakich przywilejów korzystać możemy w razie nieszczęśliwego wypadku poranienia, lub pokaleczenia przy pracy, na co i za co mogą nam być czynione wylężenia z wypłaty, za co mogą być nakładane kary, a nawet za co możemy być wydaleni z pracy i na jakich warunkach. Wogóle prosimy o instrukcje w zupełności oświetlające nasze położenie.

Prosimy również o danie nam tłumaczenia

regulaminu kasy emerytalnej, na którą kopalnia wylęża nam »

Po uchwaleniu tej rezolucji i w trakcie dalszych dyskusji dały się słyszeć głosy niezadowolone z Zarządu, a szczególnie niezadowolone z usadnionych zarzutów czyniono Przewodniczącemu. Chcąc wyjaśnić sytuację, Zarząd podał pod tajne głosowanie wotum zaufania, które uchwalono dużą większością t. j. 20 głosami przeciw 8 i przy 4, którzy wstrzymali się od głosowania

Przystąpiono więc w dalszym ciągu do programu porządku dziennego, uchwalając drugą rezolucję a mianowicie:

« Zebranie Towarzystwa poleca swemu Zarządowi udać się pisemnie do władz Konsularnych w Paryżu o wyjaśnienie kwestji placenia za paszporty i wizy takowych przy powrocie robotników do Polski. Prawie wszyscy robotnicy polscy, znajdujący się we Francji, posiadają paszporty « wychodźcze », uwolnione przez Rząd Polski od wszelkich opłat stemplowych, lub wiz płatnych, dla czegożby więc przez czyniki rządowe tutaj za granicą, przy prolongowaniu tych paszportów miała być pobierana opłata w sumie 100 fr. i do tego za wizę również 100 fr., tak jakby od jakiegoś przemysłowca. Przybyli zaś do Francji robotnicy Polscy z Westfalji, posiadają świadectwa narodowości z wizą Konsulatu Polskiego z Essen — też gratis, dla czegożby nie mieli prawa do takiej wizy przy powrocie do Polski? »

Zresztą, o ile temu robotnikowi, który udał się na wychodźstwo, by zarobić na kawałek chleba sobie i rodzinie pozostałej w kraju, przy odjeździe wydziiera się około 300 fr. na różne koszty konsularne, to nie jest bynajmniej pomocą lub ułatwieniem powrotu do Kraju i robotnik jak przyjechał, tak prawie jest zmuszony odjeżdżać z niczem. »

Przy poruszeniu spraw miejscowych, Szeł Obozu podał do wiadomości, iż często przyjeżdżają do tutejszych kopalni robotnicy nawet z rodzinami z innych miejscowości w nadziei otrzymania pracy, niewiedząc o obecnym zastoj. Otóż w celu nienarażania się na koszt i krytyczne położenie, poleca się nie przyjeżdżać tu bez uprzedniego upewnienia się w Dyrekcji, iż możebne jest otrzymanie pracy.

W końcu uchwalona została trzecia rezolucja: « Izby miejscowy tłumacz polski mógł uczyć dzieci z tutejszej Kolonii Polskiej — o czystej mowy i pisowni w czasie wolnym od szkoły francuskiej, do której te dzieci uczęszczają. »

Po wyczerpaniu porządku dziennego i zapisaniu się 4 nowych członków, przewodniczący zamknął zebranie hasłem « Szczęść Boże ».

X...

Życie Robotnicze w Alzacji i Lotaryngji.

Knutange.

W niedzielę dnia 19 czerwca wszystkie miejscowe towarzystwa urządziły obchód dla uczczenia pamięci żołnierzy, poległych na wielkiej wojnie europejskiej. W obchodzie tym wzięło udział i polskie Tow. Oświaty, ze sztandarem, który, jak donosi strasburska *Lothringer Volkszeitung*, zwracał powszechną uwagę. Podczas obchodu każdy z prezesów przemawiał do swoich. Zabrał głos i prezes Tow. Oświaty p. Paweł Twardy i przemówił po polsku, a potem po francusku i po niemiecku.

Przypomniał zebranym w krótkich słowach przejścia okropne narodu polskiego, podziękował Francuzom i Aljantom za pomoc w walce Polski o niepodległość i zakończył okrzykiem na cześć Francji, Polski, Aljantów oraz wszystkich towarzystw miejscowych. Przemówienie naszego rodaka spotkało się z hucznymi oklaskami zebranych tłumów. W końcu mowca wręczył w obecności publiczności orzelka polskiego prezesowi Związku miejscowych towarzystw (z Knutange, Nilvange i Algrange) jako inicjatorowi obchodu. Ten gest polski, dowód pamięci i przyjaźni Polaków dla Lotaryngji, spokał się z wielkiem uznaniem i wywołał serdeczne podziękowania ze strony obdarowanego.

ROZWÓJ SOKOŁA WE FRANCJI

Gniazdo w Roche-la-Molière.

Osada Roche-la-Molière, położona o 3 km. od Beaulieu, pragnąc stworzyć własne gniazdo, mogące współzawodniczyć z Beaulieu, postanowiła zwrócić się do naszego delegata, aby zajął się jego zorganizowaniem. Zwolane w tym celu przez osadę zebranie po wysłuchaniu referatu delegata, na temat ideowy i organizacyjny przystąpiło do wyborów zarządu, które dały wynik następujący: Michał Raduła, prezes — Jan Brodziński, wiceprezes — Józef Popiérz, skarbnik — Piotr Kaczmarek, sekretarz — Antoni Lembiez, naczelnik — Stanisław Ruciak, zast. naczelnika — Marcin Skowronski, zastępca.

Młode to gniazdo posiada w swem gronie wielu starych Sokołów, którzy niezawodnie przyczynią się do dorównania innym starszym gniazdom. Gniazdo w Roche-la-Molière wkrótce stanie do projektowanych między osadami zawodów.

Sokół Paryski.

Z Sokoła paryskiego.

Ostatnie zebranie Sokoła w ubiegłą sobotę rozpoczęło przez ogólne powstanie uczczeniu pamięci zmarłego niedawno druha, S. P. Bolesława Lehmana, sekretarza gniazda w Lallaing. Druh Bolesław Bielski złożył sprawozdanie ze swego objazdu północnej i południowej Francji, którego rezultatem jest utworzenie, bądź wskrzeszenie dwunastu gniazd. Sprawozdanie z ich działalności i skład ich zarządu podaje Polonia pozostawiając od nr 25 go. Zarząd podał do ogólnej wiadomości ostatnią uchwałę o wyjeździe delegacji Sokoła paryskiego do Warszawy, na zlot ogólny Sokolstwa polskiego. W skład jej wchodzi druhowie: sekretarz Kucharski, jako przewodniczący, oraz Władysław Turowiecki i Jan Gasiorowski, jako członkowie. Szczegółowe sprawozdanie, jak również wynik konferencji w sprawach, związanych z organizacją okręgów, ogólna instrukcja dla nowych gniazd, będą podane do wiadomości po powrocie delegacji z Warszawy.

Na porządku dziennym znalazła się również sprawa własnej siedziby i sali gimnastycznej, która w najbliższym czasie zostanie pomyslnie załatwiona. Sprawa wspólnej wycieczki będzie wkrótce podana do wiadomości.

Następne zebranie Sokoła odbędzie się dnia 16. VII w sobotę, w sali Chope la Fontaine (35 r. de Richelieu) o g. 9 wieczorem. Ćwiczenia w niedzielę o g. 9 i pół rano w Lasku Bułońskim, pod kierunkiem druha naczelnika Kozła. Zbiórka metro Porte Dauphine.

CO SIĘ DZIEJE W KRAJU

Sądy doraźne.

W ministerjum sprawiedliwości poruszona została sprawa, aby z końcem lipca znacznie ograniczyć zakres działalności sądów doraźnych, pozostawiając w ich kompetencji tylko sprawy handlowe, oraz sprawy o zabójstwo osób, sprawujących funkcje bezpieczeństwa publicznego podczas wykonywania obowiązków służbowych. W sprawie tego projektu ministerjum zażądało opinii prokuratorów.

Konferencja naftowa.

W sobotę 18 Czerwca delegacja Krajowego towarzystwa naftowego w osobie pp. : Szydłowski, H. Lewestama, dr. Noskiewicza i in. miała konferencję z ministrem przemysłu i handlu, p. Przanowskim, w sprawach żywo obchodzących przemysł naftowy. Między innymi poruszono sprawę traktatu naftowego z Francją, sprawę przeniesienia Urzędu naftowego do Lwowa oraz organizacji administracji państwowej, w której w ostatnich czasach zapanował chaos, oraz sprawę wolnego handlu. P. minister oświadczył, że trzy ostatnie z wymienionych wyżej spraw będą przedmiotem obrad nowo powstającej Rady naftowej, która będzie zwołana w pierwszych dniach lipca r. b.

Handel polsko-angielski.

W styczniu r. b. wywieziono z Anglii do Polski ryb suszonych za 18.695 funtów sterlingów, węgla na 20.068 funt. ster. maszyn za 3.771 funt. sterl. narzędzi za 3.307 funt. sterl. maszyn dla przem. włókien. za 4.335 funt. st. tkanin bawełnianych wyrobów za 45.519 funt. sterl., obuwia za 6.313 funt. st., skóry za 6.460 funt. ster., części aeroplanów za 3.200 funt. sterl., opon za 3.920 funt. sterl., zwierząt za 6.850 funt. sterl.

35 Ciągnięcie milionówki 2 Lipca r. b.

z koła wyszedł numer :
0.751.754

Towary zakazane do przywozu.

Biuro prasowe ministerjum przemysłu i handlu komunikuje :

W celu sprostanowania mylnych pogłosek, obiegających sfery handlowoprzemysłowe w związku z zamierzoną likwidacją urzędów przywozu i wywozu, podaje się do wiadomości, że nawet po całkowitej likwidacji tych urzędów, listy towarów zakazanych do przywozu będą nadal utrzymane, wskutek czego przywóz z zagranicy towarów luksusowych oraz zbędnych, przynajmniej do czasu poprawienia się waluty polskiej oraz unormowania się bilansu handlowego Polski nie będzie dozwolony.

O armję Żeligowskiego.

W kołach poinformowanych mówią, że na rząd polski wywierany jest nacisk, aby wpłynął na gen. Żeligowskiego w celu usunięcia z armji jego żywołów pochodzących z poza granic Litwy Środkowej i zastąpienia armji miejscową milicją.

Rząd polski nie powinien zgodzić się na to, dopóki nie zostanie rozstrzygnięta sprawa udziału Wileńszczyzny w rokowaniach polsko-litewskich.

« Times » o zajęciach w Bydgoszczy.

Omawiając ostatnie wypadki w Bydgoszczy na podstawie wiadomości otrzymanych via Berlin, « Times » podkreśla fakt, iż stanowisko Polaków jest odpowiedzią na prowokację niemieckie. Rozruchy bydgoskie były nieuniknionem następstwem rugowania górników polskich z Westfalji.

Zmiany w dyplomacji.

P. Erazm Piłtz wyjeżdża w najbliższym czasie do Pragi, na stanowisko posła polskiego przy rządzie czeskosłowackim.

Dotychczasowy poseł p. Szarota przybył do Warszawy, aby jak mówią, objąć w centrali wysokie stanowisko w wydziale prasowym.

P. Władysław Skrzyński został na równorzędym z p. Askenazym delegatem polskim przy Lidze Narodów.

Pogłoski o tem, jakoby p. Patek nie miał jechać do Tokio, jako poseł, nie sprawdzają się. P. Patek wyrusza podobno ostatecznie w dniach najbliższych.

Poza tem słycać w kołach politycznych, że do Madrytu wyjechać ma p. Ksawery Orłowski, b. poseł w Buenos Aires. Mówi się też o zamiarze mianowania p. Augusta Załeskiego radcą legacyjnym z tytułem ministra, w Waszyngtonie, przy ks. Lubomirskim.

Sprawy Zewnętrzne Polski

Przedstawicielstwo Ukrainy w Polsce.

Przedstawicielem Ukrainy sowieckiej w Warszawie mianowano p. Szumskiego, któremu rząd polski udzielił już swego *agrementu*. Radcą poselstwa będzie p. Kurgin, a pierwszym sekretarzem p. Sijak.

Zwrot w polityce czeskiej.

Urzędowy organ « Czechosłowacka Republika » komentując wywiad z premierem Witosem pisze: Opinia czeńska od dnia rozstrzygnięcia kwestji cieszyńskiej spodziewała się podobnego oświadczenia z polskiej strony i oczekiwała, że liczne propozycje, wysyłane z Pragi a mające na celu zbliżenie czesko-polskie znajdą przyjazne echo w Warszawie. Z tego powodu powitać należy z zadowoleniem tak ważne oświadczenie jak ostatnie prezydenta Witosa. Premier polski nie myli się jeżeli liczy na to, że rząd czesko-słowacki skorzysta z każdej sposobności ażeby zacieśnić węzły przyjaźni pomiędzy Pragą a Warszawą.

Benesz o polityce czeskiej.

Na posiedzeniu komisji dla spraw zagranicznych minister Benesz złożył sprawozdanie o konferencji w Paryżu i Londynie. W sprawie stosunków z Polską dr. Benesz oświadczył, że sytuacja poprawia się i że tylko od Czechosłowacji zależy poprzez możliwe najbardziej obecne tendencje pojednawcze. Z obu stron uwydatnia się życzenie uwzględniania w większym stopniu przyszłości niż przeszłości. Nieporozumienia w sprawie wschodniogalicyskiej, rosyjskiej i słowackiej będą usunięte.

Proklamację Ungera samodzielnej Słowaczyny traktowała Polska zupełnie poprawnie.

Program minist. Skirmunta.

P. minister spraw zagranicznych Skirmunt, przedstawił radzie ministrów swój program, który spotkał się z ogólną aprobatą. P. minister podkreślał silnie dążenie do jaknajszybszego przywrócenia pokoju i ustalenia stosunków w Europie, co konieczne jest dla utrwalenia normalnej pracy i produkcji.

POLACY W AMERYCE

Manifestacja górnośląska w Ameryce.

Tradycyjny obchód rocznicy Kościuszkowskiej w Chicago przybrał w tym roku charakter olbrzymiej manifestacji za przyłączeniem Górnego Śląska do Polski. Wielotysięczny pochód pod wodzą senatora stanu Illinois, Mac Kormicka, udał się pod pomnik Kościuszki w parku Humboldta. Obecny tam tłum obliczono na przeszło 50 tysięcy. Po mównicach polskich zabrał głos senator Mack Kormick, przypominając, że przyjaźń polsko-amerykańska datuje się jeszcze od czasów Kościuszki; następnie odczytał telegram gratulacyjny prezydenta Stanów, Hardinga. Przedstawiciel Górnego Śląska, Kowalczyk wyraził życzenie, aby jak niegdyś Kościuszko był doradcą Washingtona, tak obecnie pamięć jego uświetnia Hardinga, iżby przyczynił się do zniesienia niewoli Polaków na Górnym Śląsku, podobnie jak Lincoln zniósł niewolę murzynów. Zebrani uchwalili rezolucję, domagając się, aby Stany Zjednoczone wzięły udział w obradach aliantów w sprawie granicy polsko-niemieckiej na G. Śląsku i użyły całego swego wpływu, iżby lud górnośląski mógł decydować sam o swym losie. Manifestacja zakończyła się odśpiewaniem hymnu amerykańskiego i polskiego.

ROZMAITOCI

Kłeska komunistów w Anglii.

Na kongresie Labour Party w Brighton komuniści ponieśli stanowczą klęskę. Zwolennicy ich postawili wniosek o wyrażenie nagany rządowi partji za nieprzyjęcie oświadczenia komunistycznego do partji. Dyskusja nad tym wnioskiem prowadzona była, jak podają pisma angielskie, chwilami z furją, a w głosowaniu odrzucono żądanie komunistów i milionami głosów przeciwko 224 tysiącom.

Decydujący był wzgląd na to, że komuniści stanowią armię, podległą obcemu kierownictwu (z Moskwy) oraz że komunizm jest wielkim niebezpieczeństwem dla ruchu robotniczego, nie jest bowiem niczem innym, jak zmartwychwstała dawna anarchja.

Bójka w parlamencie niemieckim.

W związku z interpelacją partji niezależnych socialistów w sprawie zamordowania deputowanego Gareisa przyszło do bijatyki, w której podczas ogólnej burzy komunista Remly rzucił się na dr. Mittelmann, członka partji ludowej i wypoliczkował go. Zamieszanie przybrało takie rozmiary, że prezydent przerwał posiedzenie, aby konwent senjorów mógł się zająć tą sprawą i stwierdzić faktyczny stan rzeczy.

Śmierć wynalazcy filmu.

Jak donoszą dzienniki londyńskie, umarł w tych dniach w Londynie wynalazca filmu Friese Greene. W roku 1889 Greene, który miał w Londynie zakład fotograficzny, rozpoczął pierwsze próby kinematograficzne, które oczywiście były bardzo niedostateczne. Ponieważ nie znano wówczas jeszcze celluloidu, więc Greene rozpoczął od zdjęć na płytach szklanych. W ciągu lat ulepszał Greene swój wynalazek, któremu wówczas jeszcze oddał. Skutkiem tego zaniedbał swój zakład fotograficzny, wpadł w długi, a nie mogąc ich spłacić, dostał się do więzienia. Po odsiedzeniu kary zdołał ponownie zebrać fundusze i rozpoczął dalszą pracę nad swoim wynalazkiem, którym wreszcie zajęli się Amerykanie, finansując go i wyszukując w sposób handlowy. Amerykanie ciągnęli stąd zyski, a Greene żył w nędzy. Will Day, który napisał biografię Greene'go, znalazł wynalazcę w r. 1915 w Brightonie, pogrążył go w zupełnej nędzy. Day za pomocą składek zapewnił mu na starość jakieś utrzymanie. Ogól angielski, który nie znał go za życia, urządził mu wspaniały pogrzeb na koszt publiczny.

Samowola na Litwie Kowieńskiej.

Wychodzący w Kownie organ chrześcijańskiej demokracji litewskiej, którego redaktorem jest b. wiceminister spraw wewnętrznych — Draugalis, charakteryzuje w sposób ujemny urzędników litewskich. Samowola urzędników — pisze dziennik — jest naszym prawdziwym biczem. Samowola ta stała się już metodą i nie wystarcza walka rządu — staje się niezbędną wobec tego współpraca całego społeczeństwa. Niestety, społeczeństwo nie pomaga w walce z nadużyciami, a przeciwnie przez pobłażliwość i bierność ułatwia łapownictwo i toleruje samowole.

Nowy spisek.

Według wiadomości z Rewla odkryto w Rosji wielki spisek przeciw rządowi sowieków. Celem spisku było utworzenie nowego rządu koalicyjnego, do którego weszłyby grupy burżuazyjne i antybolszewickie. Dokonano licznych aresztowań. — Wiadomości dochodzące z Rewla stwierdzają, iż w łonie rosyjskiej partji komunistycznej nastąpił głęboki rozłam, co zupełnie wyraźnie ujawniło się na III kongresie międzynarodówki komunistycznej. Pomiędzy zwolennikami Lenina i ekstremistami doszło do ostrych starć. Mimo silnego poparcia, jakiego udzielili Leninowi niemieccy komuniści, zwyciężyli ekstremiści. Wobec tego na prezydenta międzynarodówki wybrano Bucharina na miejsce ustępującego Zinowiewa.

Wskreszenie banków i gospodarki pieniężnej w Rosji.

« Ekonomicheskaja Żizn » donosi, że na ostatnim posiedzeniu kolegium komisariatu skarbowego omawiano nowe reformy gospodarcze w Rosji sowieckiej. Ustalono więc potrzebę udzielenia osobom prywatnym prawa wolnego rozporządzania nieograniczonymi środkami pieniężnymi i zabezpieczenia ich przed nieoczekiwaną konfiskatą. Nadto ze względu na potrzebną łatwość obiegu pieniężnego, uznano za konieczne, aby rząd sowiecki udzielił osobom prywatnym prawa przechowywania środków pieniężnych w kasach komisariatu skarbowego.

Wiadomości Telegraficzne

(Express Telegraph de l'Est—12, r. du Helder, Paris.)

Zajście w Belwederze.

Wobec pogłosek w prasie francuskiej, jakoby o wykonanym zamachu na Naczelnika Państwa, agencja « Express Telegraph de l'Est » upoważniona jest do relacji tego wypadku, tak, jak on się w rzeczywistości odbył.

Przed kilkoma dniami nieznanym mężczyzną zgłosił się do Belwederu z żądaniem posłuchania u ministra wojny. Kiedy mu oświadczone, że minister nie udziela posłuchań w tym miejscu, mężczyzna ów, widocznie podrażniony, dobył rewolweru, odgrając się, że « wszystkich zabije » poczem zbiegł w ulicę Bagateli. Scigany przez policję, odwrócił się i kilkakrotnie strzelił do agentów, którzy z kolei strzelili, raniąc uciekającego w nogi.

Aresztowano go i rozpoznano w nim Wacława Szuberta, byłego studenta uniwersytetu krakowskiego i byłego wojskowego. Przekonano się, że jest on zupełnie obłąkany i umieszczone go w zakładzie dla obłąkanych.

Nieudały zamach niemiecki.

Niemcy usiłowali wysadzić w powietrze koszary żandarmerji polskiej w Rybniku. Mine odkryto na czas i zamach spełził na niczem.

Zajście dyplomatyczne polsko-gdańskie.

Senat gdański dał wyjaśnienia w sprawie aresztowania kurjera dyplomatycznego polskiego na dworcu kolejowym w Gdańsku. Dnia 28 czerwca agent policyjny gdański aresztował kurjera polskiego, który mu się wydał podejrzanym. Kurjera zmuszono do wyjścia z pociągu celem rewizji, poczem go puszczono; tymczasem zaś pociąg odjechał. Senat zapewnił, że winni tego zajścia będą ukarani.

Amerykańskie święto narodowe w Warszawie.

Z okazji « Independence Day » odbyły się w Warszawie 3 i 4 lipca wielkie manifestacje ludowe. Rada miejska odbyła uroczyste posiedzenie. Po mieście przeciągały pochody dzieci.

Pacyfikacja Górnego Śląska.

Ewakuacja przez powstańców dokonuje się w jak najzupełniejszym spokoju. Oddziały alianckie zajmują opuszczone przez powstańców okolicę. Po ewakuacji Bytomia wojska francuskie i angielskie zajęły okolice miasta, by nie dopuścić do wybrzków niemieckich stosstrupperów. Francuzi zajęli Szopienice.

Komisja dla zlikwidowania powstania rozpoczęła urzędowanie 5 lipca.

Aresztowania komunistów, przybyłych z Berlina, trwają w dalszym ciągu. Stwierdzono, że wielu z nich jest na żołdzie niemieckiej partji

LE "JOURNAL DE POLOGNE"

Quotidien du soir paraissant en français à VARSOVIE, 54, Nowy Swiat

Directeur : **FRÉDÉRIC DELAGNEAU** — Rédacteur en chef : **ROBERT VAUCHER**

Le "JOURNAL DE POLOGNE" est le seul Quotidien servant de trait d'union entre la France et la Pologne. Il est le mieux renseigné sur toutes les questions politiques, littéraires, économiques et financières ayant trait à la Pologne et à l'Est européen.

Le "JOURNAL DE POLOGNE" vient d'instituer des services économiques donnant des renseignements gratuits sur toutes les questions d'importation et d'exportation, intéressant la France et la Pologne, sur les Bourses de Pologne et valeurs polonaises cotées aux Bourses de Paris et de Lille.

S'adresser aux Services Parisiens: 9, rue Richepance, Paris (8^e)
ABONNEMENT : un an 70 fr. ; 6 mois 36 fr.

Pierwszy Polski Sklep Artykułów Piśmiennych.

ROMAN REMBELSKI

Przyjmuje prenumeratę na **dzienniki warszawskie** (16 fr. miesięcznie z przesyłką) : *Kurjer Poranny — Robotnik — Rzeczpospolita* zarazem poleca **KSIĄŻKI POLSKIE** 3, rue Fourcy. — Paris IV.

komunistycznej. W Opolu aresztowano kurjerów bolszewickich, udających się do Berlina i do Moskwy po pieniądze. Komuniści prowadzą olbrzymią propagandę dla wywołania powstania zbrojnego przeciw Aljantom. Rozporządzają wielkimi sumami od niemieckich partji nacjonalistycznych w Berlinie, ale mimo wszystko ich wpływ jest słaby.

O poprawę finansów.

Związek ludowo narodowy złożył w Sejmie według projektu p. Stanisława Grabskiego wniosek o uzdrowienie finansów. Wniosek wzywa rząd do przedsięwzięcia środków następujących: 1-o Powiększenie dochodów 2-o uchwalenie przez sejm prawa, pozwalającego powiększać dochody stałe 3-o redukcja liczby urzędników i wydatków 4-o wolność handlu 5-o emisja nowej pożyczki państwowej w wysokości co najmniej 20 miliardów marek polskich 6-o stworzenie banku dla emisji przy pomocy kapitałów prywatnych 7-o wypracowanie ogólnego programu polityki finansowej i ekonomicznej.

Z drugiej strony minister skarbu, Steczkowski, przedstawił sejmowi projekt do prawa, przyznającego rządowi pełną władzę dla przedsięwzięcia środków nadzwyczajnych w sprawie obiegu monetarnego między Polską a zagranicą. Projekt odesłano do komisji.

W końcu donoszą, że poseł polski w Wiedniu, Szarota, odbył konferencję z wielkimi bankami wiedeńskimi co do środków, jakie należy przedsięwziąć, aby zapobiedz spadkowi marki polskiej.

Oddział polski na zjeździe międzyparlamentarnym.

Biuro sejmowe donosi o utworzeniu się « Grupy polskiej » w łonie Związku międzyparlamentarnego. Zanim ta grupa zorganizuje się ostatecznie, polecono posłowi, profesorowi Dembińskiemu zająć się stałym kontaktem Grupy ze Związkiem. Do grupy, która weźmie udział w zjeździe Związku w Sztokholmie, między 15 a 19 sierpnia, wejdą posłowie różnych partji.

Apprenez le FRANÇAIS et les autres LANGUES VIVANTES

A L'ÉCOLE BERLITZ

31, boulevard des Italiens

Prospectus Q franco. sur demande

UCZCIE się FRANCUSKIEGO i innych

JĘZYKÓW NOWOŻYTNYCH

w SZKOLE BERLITZ'A

31, boulevard des Italiens

Prospekty Q bezpłatnie, na żądanie.

IMPRIMERIE LEVÉ

71, rue de Rennes. — Tél.: Saxe 03-43

Wykonuje wszelkie druki polskie.

Cyrkularze. Karty ogłoszeniowe.

Broszury. Formularze. Zaproszenia.

Książki, etc. etc.

Na żądanie, przeprowadza sama korektę polską.

Jedyny Zakład Kuśnierski Polski w Paryżu

A. MAKOWSKI

10, rue Jean-de-Beauvais, PARIS

(koło nr. 51, bulw. St-Germain)

Wielki wybór futer.

Modele pierwszorzędnych domów.

Przechowywanie i przerabianie futer.

Ceny umiarkowane, w sezonie letnim znacznie niższe.

CAFÉ du PARNASSE

Beau local. — Rendez-vous des Peintres et Sculpteurs de toute nationalité.

Exposition permanente de tableaux.

103, boul^d du Montparnasse — Tél. Fleurus 21-34.

Zmiany w dyplomacji.

Naczelnik państwa podpisał nominację p. Tytusa Filipowicza na nadzwyczajnego ministra pełnomocnego w Moskwie, a hr. Zygmunta Lasockiego na posła w Wiedniu. P. August Zaleski, były poseł w Atenach, objął tymczasowo kierownictwo spraw politycznych w ministerjum spraw zagranicznych, w miejsce p. Karola Badera, który wyjechał do Pragi, jako radca legacyjny.

Aresztowania Polaków na Górnym Śląsku.

Pomimo amnestji, aresztowano wielką ilość Polaków na terytorjum, ewakuowanem przez powstańców, co wywołało wielkie wzburzenie wśród ludności polskiej i grozi zniszczeniem pokoju, jaki w ostatnich dniach zapanował.

Z drugiej strony komisja międzysojusznicza domaga się stanowczo ustąpienia żandarmerji polskiej, stanowiącej jedyną straż bezpieczeństwa. Obawiają się powszechnie ciężkich zaburzeń z chwilą powrotu do władzy dawnych landratów niemieckich, na co ludność stanowczo nie chce się zgodzić.

Polska delegacja ekonomiczna w Rumunji.

Polska delegacja ekonomiczna, wysłana do Bukaresztu, dla zawarcia traktatu handlowego, ukończyła swe prace. Traktat będzie podpisany w najbliższych dniach.

Attaché wojskowy polski w Rumunji.

Pułkownik Bolesław Wieniawa Długoszowski, adjutant Naczelnika Państwa, mianowany został attaché wojskowym w Bukareszcie.

BANK PRZEMYSŁOWCÓW W POZNANIU

OTWARCIE FILJI w STRASBURGU, 17, rue Kuhn, przy dworcu kolejowym

JEDYNY POLSKI BANK w ALZACJI i LOTARYNGJI

KAPITAŁY WŁASNE 320 milionów m. p.

Oddziały w Polsce : **Toruń, Kalisz.**

Oddział w **Gdańsku.**

Oddziały na Górnym Śląsku : **Bytom, Katowice, Gliwice, Racibórz.**

Oddziały w Niemczech : **Gelsenkirchen, Oberhausen, Dortmund.**

Oddział w Holandji : **Heerlen.**

Warszawa (Bank Kredytu Hipotecznego) — Lublin (Bank Ziemi Polskiej) — Berlin (Bank Przemysłowców)

Dzięki swym rozgąszonym stosunkom dokonuje *najszybciej i najkorzystniej* wszelkich przekazów pieniędzy do Polski oraz przyjmuje wkładki oszczędnościowe za najwyższym oprocentowaniem

Listy i przekazy należy adresować **BANK PRZEMYSŁOWCÓW, STRASBURG, 17, rue Kuhn (ALSACE)**

DENTYSTA POLAK

STEFAN MENDRYS, 32 place ST. GEORGES, 32 (Nord-Sud St. Georges)
wykonywa po cenach umiarkowanych wszelkie operacje dentystyczne.
Przyjmuje od 9—12 i od 2—7. W niedziele i święta tylko od 9—12.
Dla pracujących w biurach i magazynach w godzinach pozabiurowych za zawiadomieniem

POLSKIE BIURO BUREAU POLONAIS

3 bis, rue Emile-Allez, Paris (17^e).

Tłumaczenia, przepisywanie na maszynie, lekcje polskiego i francuskiego, lekcje zbiorowe wieczorem, we wtorki i piątki od 8-9, po 3 fr. lekcja. Sporządzanie aktów prawnych, porady prawne przez adwokata. **Ceny przystępne.**

Compagnie Générale Transatlantique

PARIS — 6, RUE AUBER

LINJA POCZTOWA Z HAVRU DO NOWEGO-YORKU

Szybkie parostalki

dla podróżujących I^{ej}, II^{ej} i III^{ej} klasy.

Wyjazd z Havru co sobota.

Pociągi specjalne z Paryża do Havru

Blizszych informacji udziela Biuro
6, Rue Auber, PARIS

KRONIKA

Uroczystość w Polonii.

W ubiegły wtorek odbyła się w lokalu Polonii skromna uroczystość z okazji wyjścia pierwszego numeru śródownego. Grono współpracowników i przyjaciół naszego pisma spędziło parę chwil przyjemnych, wznosząc polskim szpanem zdrowie i pomyślny rozwój Polonii i jej « drugiej córki », jak nazwano nasze wydanie śródowne.

Przy zmianie adresu prosimy nadsyłać markami pocztowymi 75 centimów na druk nowych opasek.

BIENENFELD JACQUES

KUPEJE : Perły, Drogie Kamienie, Biżuterje okazyjne.

PARYŻ, 62, rue Lafayette, 62

Téléph. : CENTRAL 90-10

TYGODNIK ILLUSTROWANY

sprzedaż pojedynczych numerów TYGODNIKA, przyjmowanie prenumeraty na TYGODNIK i ogłoszeń do TYGODNIKA
w Księgarni POLONII,
3 bis, rue La Bruyère. Paris.

Pierwszorządny dom polski

JEAN GASIOROWSKI

Robes, Manteaux et Tailleurs

Créations de Modèles

Maison MAILLET

PARIS 14, rue Duphot
Téléph. Gutenberg 71-67.

◊ List do redakcji. :

Otrzymujemy następujący list.

Szanowny Panie!

Naczelnictwo Związku Harcerstwa Polskiego niniejszem ma zaszczyt za łaskawym pośrednictwem Pańskiego poczytnego pisma podziękować Panu Dr. Rodziewiczowi i wszystkim osobom, które się przyczyniły do zebrania i wysłania urzędzenia szpitalnego dla harcerzy, z którego urzędzenia została harcerska kolonja gruźliczna w Wielkiej Wsi na Helu nad morzem, — a przede wszystkim Sz. Redakcji « Polonia » za gorące poparcie tej szlachetnej inicjatywy.

Łączymy wyrazić głębokiego szacunku i poważania.

Jan Grabowski,

Sekretarz generalny Naczelnictwa Z.H. P.

PARIS. — SOCIÉTÉ GÉNÉRALE D'IMPRIMERIE ET D'ÉDITION
ANC. IMPR. LEVÉ, 71, RUE DE RENNES.

Doktor J. MALINIAK

b. Asystent paryskich szpitali miejskich
Przyjmuje 34, rue Greuze (XVI^e), metro Trocadero. — Tel. Passy 20—65 codziennie prócz niedziel i świąt od g. 6 do 7 w.

ANTIQUITES & OBJETS D'ART

J. BAUER

162, Boulevard Haussmann, PARIS - Tél. Elysée 07-71

Kupuje i płaci drogo meble starożytne, brzozy, makaty.

CAFÉ DE LA ROTONDE Rendez-vous
105, boulev. du Artystów Ma-
Montparnasse larzy, Rzeźbiarzy, Muzyków,
Literatów Polskich i polskiej
Téléph. Saxe 26-82. Młodzieży uniwersyteckiej.

Importation - Commission

LECZINSKI & C^{ie}

684, San Martin | 67, rue de la Victoire

BUENOS-AIRES | PARIS

Républ. ARGENTINE | Téléph. CENTRAL 07-74

Fournit tous renseignements et se charge de tous achats en ARGENTINE pour Cuirs, Laines, Viandes congelées, etc.

FOURRURES — PELLETERIES

E. ROSNER & C^{ie}

48, rue du Colisée, PARIS (8^e)

Tél. : Elysée 21-46

Przejezdnym Rodakom Administracja POLONII udziela bezinteresownie wskazówek i informacji we wszystkich kwestjach i sprawach bankowych, przemysłowych, handlowych, konsularnych. Można zgłaszać się codziennie, między godzinami 5 a 6 po południu.

LE GÉRANT : P. NEVEU

PRENUMERATA
w Paryżu i na prowincji:
KWARTALNIE..... 12 fr.
PÓŁROCZNIE..... 21 fr.
ROCZNIE..... 46 fr.
NUMER ŚRODOWY... 10 c.
NUMER SOBOTNI... 75 c.

Zagranicą:
ROCZNIE..... 50 fr.

TELEFON :
TRUDAINE 61.42

POOLONIA

REVUE BI-HEBDOMADAIRE POLONAISE

Wychodzi we środy (po polsku) | Paraissant chaque mercredi (en polonais)
i w soboty (po francusku i po polsku) | et chaque samedi (en français et en polonais)

ABONNEMENTS
Paris et Départements :
TROIS MOIS..... 12 fr.
SIX MOIS..... 21 fr.
UN AN..... 46 fr.
NUM. DE MERCREDI 10 c.
NUM. DE SAMEDI... 75 c.

Etranger :
UN AN..... 50 fr.
TÉLÉPHONE :
TRUDAINE 61.42

REDAKCJA I ADMINISTRACJA — 3 bis, rue La Bruyère, 3 bis — RÉDACTION ET ADMINISTRATION

W ROCZNICE GRUNWALDZKA

«..... Dopiero wyskoczył Dobko z Oleśnicy naprzeciw pędzącego w przodzie Wielkiego Mistra i poznał go po płaszczu, po tarczy i po wielkim relikwiarzu, który on nosił na piersiach, na pancerzu. Ale nie śmiał uderzyć kopją polski rycerz w relikwiarz, choć niezmiernie siłą Mistra przewyższał, więc ów podbił mu ostrze do góry, zranił nieco konia, poczem minąwszy się, zatoczyli koło i rozbiegli się każdy ku swoim».

(Krzyżacy-Henryka Sienkiewicza)

Kiedy po czterech latach wojny Aljanci zadać mieli cios stanowcy Niemcom, ulekli się, jak ów Dobko z Oleśnicy relikwiarza na piersiach narodu niemieckiego. Tym relikwiarzem współczesnych Niemiec, który je uratował od słusznej zemsty Europy, jest fakt udziału niezaprzeczonego tego narodu w ogólnym dorobku kulturalnym świata. Europa zapomniała, kiedy parlamentarzyści niemiecy błagali Focha o rozejm, że niemieccy uczeni z początkiem wojny podpisali osławiony manifest, napiętnowany duchem barbarzyńskim, a pamiętała o dawniejszych pracach tych uczonych.

Wielkie i nieśmiertelne imiona Goethego, Kanta, Wagnera i tylu innych, są rzeczywiście cennym relikwiarzem, i dla nich zawahano się wymierzyć cios ostateczny w piersi niemieckie. Dla Aljantów znad Tamizy relikwiarz niemiecki chowa w swem wnętrzu jeszcze potęgę gospodarczą « nieodzowną dla szczęścia i równowagi Europy » dla grupy zwłaszcza londyńskich bankierów są w tym relikwiarzu poważne afery finansowe, w których są oni zainteresowani — i tak jedno z drugim i trzecim sprawiło, że Niemcy, mocno poturbowani, ocalili skórę.

Po bitwie grunwaldzkiej, kiedy król patrzył jakby w zdumieniu i w końcu zapytał « Zali cały Zakon tu leży?, podkanclerzy Mikołaj, który znał przepowiednię św. Brygidy, rzekł:
— Nadszedł czas, iż wylamane są ich zęby i odcięta jest ich ręka prawa... » Historia pokazała, że Niemcom odrosły wylamane zęby i odrosła odcięta ręka prawa. Odrosła im tak do-

brze, że w rozbiorach Polski wyciągnęli ją aż po Wisłę z Warszawy.

Kiedy po bitwie pod Jeną Napoleon znów chciał zadać stanowcy cios Niemcom, wówczas uratował je inny « relikwiarz ». Król pruski oddał na przebłaganie zwycięzcy wdzięki własnej żony, uroczej Marii Luizy, i choć mu odebrano pokazną część państwa na Księstwo Warszawskie i przyprowadzono rogi, wyszedł jednak z ocaloną skórą.

Błąd Jagielly, który nie wyzyskał zwycięstwa grunwaldzkiego, błąd Napoleona, który nie wyzyskał zwycięstwa pod Jeną, powtórzyli w potwornych rozmiarach Aljanci w ostatniej wojnie.

Zamordowanie komendanta Montalègre, uwalnienie notorycznych morderców, w ich liczbie osławionego łotra, generała Stengera, w Lipsku przez sąd najwyższy, wśród okrzyków całych Niemiec, wszystko to wraz z całą historją niemieckich zbrodni na Górnym Śląsku dowodzi jeszcze raz niezbicie, że Europa powinna przejść po « relikwiarzu » niemieckim, jakkolwiek by on wartości w swem wnętrzu chował.

Tygrys także jest wspaniałym okazem natury, zwierzem, który ma zupełne prawo grasować sobie dowoli po dżungli i dusić antylopy, ile tylko zdoła. Ale z chwilą, gdy się rzuca na osady ludzkie, unosząc stamtąd ludzi i trzodę, wtedy z wyjątkiem fanatycznych Hindusów, zaatakowani chyba mają słuszną, że zabijają « wspaniałe dzieło przyrody ».

Nie mamy tu na myśli bynajmniej « generalnego pogromu » całego narodu niemieckiego, mimo że zgadzałby się on w zupełności z etyką tego państwa, stosowaną wobec innych narodów. Chodzi nie o zabicie tygrysa, ale o wylamanie mu kłów i obcięcie pazurów. I nawet nie mamy na myśli Górnego Śląska. To sam tygrys niemiecki przede wszystkim krzyczy na cały świat, że odebranie mu tego kraju pozbawi go możności zarobkowania, innemi słowy, że tygrys bez kłów i pazurów zginie śmiercią głodową. Tak źle — niestety — nie jest. Nawet po utracie Górnego Śląska ten naród drapieżny będzie miał dosyć potężne środki, by prowadzić dalej zbroj cki żywot. Odebranie Górnego Śląska Niemcom, to wydarcie ze szponów

tygrysa niewinnej ofiary, to przede wszystkim oddanie sprawiedliwości samej ofercie, która bynajmniej nie ma żadnej ochoty być pożartą.

Pozwala nam się spodziewać, że tak się stanie, że Górny Śląsk nie zostanie pochłonięty, ostatecznie oświadczenie premjera Brianda, złożone przedstawicielom grupy parlamentarnej « Przyjaciół Polski », w którym naczelnik rządu francuskiego wyraźnie powiedział, że oczekuje w tych dniach raportu komisji miedzysposzuszniczej, zawierającego projekt sprawiedliwego podziału Śląska, i że złatwienie tej sprawy jest zgodne z oświadczeniem, złożonym niedawno przezeń wobec Izby francuskiej.

Więc mówiąc o ubezwładnieniu niemieckiego tygrysa, nie Górny Śląsk mieliśmy na myśli.

W tę pamiętną dla nas i dla was, o Niemcy, rocznicę bitwy grunwaldzkiej, powiadamy wam i oświadczamy uroczyście.

Jak niegdyś byliśmy wobec Turków i Tatałów przedmurzem chrześcijaństwa, nie waszego, w imieniu którego wasi przodkowie i wy sami, mordowaliście srożej, niż dzikie tygrysy bengalskie, ale tego, które głosi miłość powszechną — tak teraz będziemy przedmurzem Europy wobec was. Jako wasi sąsiedzi od lat tysiąca, znamy na wylot waszą duszę krwi nienasyconą i gdziekolwiek w Europie, czy po za nią, wyciągniecie wasze pazury po zdobycz, znajdziecie nas z okrzykiem na alarm: *Baczność! to niemiec!*

Wasze relikwiarze na piersiach z imionami waszych wielkich jednostek nie zamają obudzonego ducha wolności Europy.

Już Anglja, w której zbudziło się sumienie, wyciąga rękę do Irlandji, więc nie liczcie na ten atut, nie oklaskujcie napróżno żołnierzy angielskich na Śląsku, mordując w tej chwili zdradziecko Francuzów i zerkając, czy się Lloyd George do was za to nie uśmiechnie.

Wasze butne hasło: *Wir fuerchten Gott, sonst niemanden auf Erden!* skończyło się marnie, kiedy wasi parlamentarzyści zebrali u Focha o rozejm, a wasz tehórzem podszyty Wilhem zmykał nikiemnie do Holandji. Myśleliście zawsze ciężko, ale przecie nie do tego stopnia, żeby wreszcie nie zrozumieć, że trzeba być skromnym, bo Europa umie dać mocno po łbie, kiedy się za dużo stawiacie.

W Raort.

(Z CYKLU: ŚMIESZNE HISTORJE)

HISTORJA PRZEPUSTKOWA

Chciałem wyjechać z miasteczka, gdzie jeszcze obowiązywał przymus przepustkowy, do Lwowa, aby ciężko chorą żonę zawieźć do chirurga. Starostwo, które wydawało owe przepustki w oznaczone dni od godz. 10 — 12 w południe, znajdowało się w miasteczku, odległym od mego miejsca zamieszkania o jakie 20 klm., więc zmuszony byłem wynająć furę za 100 koron.

Ustawilem się z chorą żoną cierpliwie w ogonku już o godz. 8 rano i czekałem. Czekałem cierpliwie, jak na lojalnego obywatela przystało; skromnie, cicho, bez szemrania. Czekaliśmy. Żona ślaniała się z nóg, że mnie spływał kroplisty pot, krztusiłiśmy się wśród wyziewów i potu przewalającego się w korytarzu tłumu, borykaliśmy się i walczyli o skrawek miejsca — czekaliśmy.

Około godz. 21-ej otworzył młody komisarz starostwa drzwi i oburzonym głosem oświadczył, że przepustek już się dzisiaj nie wydaje.

Żona spojrzała na mnie, ja na żonę, ale przywykli już do stania, nie ruszyliśmy się z miejsca, siłą nałogu. Czekaliśmy.

— Zdaje mi się, że prędzej doczekasz się awansu, niż tej przepustki — rzekła żona z przekąsem.

Kobiety są zawsze sceptyczniejsze i widzą zaraz wszystko w czarnych kolorach.

— Pan komisarz tylko tak żartuje, on tak zawsze wyprawia figielki, gdy w dobrym humorze — rzekłem, aby uspokoić żonę.

Ludzie, czekający pod drzwiami rozchodzili się powoli, z błyskiem tajonej wściekłości w oczach i przekleństwem na ustach.

— Panie, ja już tu tak czekam dwa tygodnie — rzekł do mnie jakiś zmizerowany robotnik. — Ja tego komisarza znam jeszcze z austriackich czasów, tylko, że przedtem miał dwie gwiazdki na kołnierzu, a teraz trzy gwiazdki na epoletach i głośniejszy krzyczy...

— Zawsze jedna gwiazdka więcej, więc wie co robi! — mruknąłem niechętnie.

Czekaliśmy. Odważyłem się wreszcie cichutko zapukać i jak można najpokorniej uchylić drzwi do biura pana komisarza.

— Czekać! — wrzasnął na mnie pan komisarz ustami zapchanemi drugim śniadaniem.

— Widzisz, że każe czekać! — rzekłem do żony z tryumfem. On nie taki zły, jak się wydaje... Czekaliśmy.

Około godz. 12-ej wszedł do biura pana komisarza jakiś otyły, rubasznie śmiejący się jegomość i zabawił pana komisarza wesołą rozmową i głośnym śmiechem.

O godzinie 1-ej wyszedł ów jegomość, który, jak slyszalem, miał szczęście być na « per ty » z panem komisarzem.

O godzinie 1.30 odważyłem się powtórnie zapukać i uchylić drzwi.

— Czekać! — wrzasnął p. komisarz, krztusząc się dymem papierosa.

Czekaliśmy. O godzinie 1.45 zapukałem ledziutko.

— Czekać! Czekaliśmy.

O godz. 2-giej zapukałem jak można najdelikatniej i uchyliłem drzwi.

Wozny zamiatał podłogę i oświadczył mi, że pan komisarz poszedł innemi drzwiami na obiad.

W braku hoteli, przemocowałem z żoną w przedsiönku stacji kolejowej i rano udałem się znowu do starostwa.

O godzinie 9 rano wślizgnąłem się do biura pana komisarza.

— Czekać! — Przepraszam pana komisarza, ale ja ośmieliłem się czekać jeszcze od wczoraj. d. n.

AF 60

ROBOTNICY POLSCY WE FRANCJI

Przejazdy i kontrakty

(od naszego korespondenta.)

Do powodzi spraw, jakimi zająć się muszą nasze władze, należą kontrakty i opłaty za przejazdy robotników i ich rodzin z kraju. Posiadamy dziś materiał tak obfity, jak w pierwszej, tak i w drugiej sprawie, że mimowoli nasuwają się nam smutne tego następstwa. Inaczej bowiem brzmi kontrakt, inaczej wygląda rzeczywistość. Jeśli robotnik wypełnia swoje obowiązki, dając tak ciężką pracę, to nie ulega najmniejszej wątpliwości, że ma prawo żądać dotrzymania tych zobowiązań, jakie wypływają ze strony jego pracodawcy. Dopilnowanie tego, ściśle przestrzeganie tych praw należy wyłącznie do naszych władz i te obronę powinny mu zapewnić. Nie ma dziś robotnika polskiego we Francji, któryby mógł odpowiedzieć, jakie prawa mu przysługują, czym się powinien kierować, czego domagać i kogo interpelować w razie uchybień. W tej sprawie nie ma i być nie może żadnych wątpliwości. Robotnik, przyjęty do pracy, z góry wie, że musi, jakie otrzymania wynagrodzenie, jakie są jego obowiązki i prawa. Złożony przez niego podpis na kontrakcie musi służyć za jego gwarancję, tylko że tych podpisów składa zawiele. Podpisuje kontrakt w Częstochowie na 6 miesięcy, następnie niezbadanym obrotem rzeczy w Toul na 9 miesięcy, a po przybyciu na miejsce, termin ten wzrasta. Wszystkie proporcjonalnie. Ponośi konsekwencje tych podpisów i to oczywiście nie z korzyścią dla siebie. Prawa górników są dziś we wszystkich państwach ściśle określone i muszą być stosowane do wszystkich. Należy się tylko o nie upomnieć. Nie znają ich jednak nasi robotnicy we Francji, nikt im ich w języku polskim nie tłumaczył i stąd wszystkie nieporozumienia. Czy wiedzą, co ich czeka, gdy ulegną kalectwu? Nie tylko że nie wiedzą, ale nie zdają sobie nawet sprawy, do kogo się w tej materii zwrócić: do ambasady, czy do dyrekcji kopalni, do pana attaché dla spraw wychodzących, do konsulatu, czy też do delegata komitetu Kopalń we Francji w Toul. Piszą najczęściej podania do urzędów niewłaściwych, otrzymują po długim, jak zwykle czasie, odpowiedzi odmowne z wyjaśnieniem, że do tego urzędu dana sprawa nie należy i zaczynają starania od początku. Często zniechęceni dają wszystkiemu pokój, ale tracą szacunek dla naszych władz i noszą w sobie rozgoryczenie.

Różnie się dziś płaci za kalectwa palców, jednemu sto, drugiemu dwieście franków (Beaulieu), trzeciemu pozbawia się jakiegokolwiek odszkodowania, choć kalectwo jest widoczne (Montcaules-Mines).

Nie lepiej się przedstawia sprawa przejazdów rodzin robotniczych, bo oto ciekawe są dokumenty, jakie mi złożono z prośbą o podanie do publicznej wiadomości. Pochodzą one z « Ministère des Régions Libérées — Recrutement de main-d'œuvre en Pologne », opatrzone nr. 194 a — 195 a — i 379 a — a miejscem wystawienia ich jest Częstochowa. Są to rachunki przesłane do odpowiednich kopalń, w których pracuje dany robotnik, celem ściągnięcia z niego kosztów przejazdu prowadzonej rodziny. Jak są dowolne, świadczy o tem fakt, że za przejazd dziecka czteroletniego podług jednego z tych rachunków robotnik zapłacił musi 75 fr., podług drugiego inny robotnik

za dziecko trzyletnie płaci sto franków. Za sprowadzenie żon swoich jednego i tego samego dnia z jednej i tej samej miejscowości robotnicy płacą: jedni po 150 fr. od osoby, inni po 200. Skąd ta różnica, kto ją potrafi wytłumaczyć, kto da robotnikom wyjaśnienie, trudno określić. Wiedzą tylko, że zapłacić muszą i płacą, bo koszta te również są im odciążane z pensji. Składają swe podpisy, więc święcie ich dotrzymują, ale czyż nie mają prawa żądać wyjaśnienia i upomnieć się o te krzywdy, czy do pomyślenia jest fakt, że jeden z robotników otrzymał do zapłacenia rachunek na 1.261 franków za przewóz rodziny, złożonej z żony i 4 dzieci. Ugina się robotnik pod ciężarem tego haraczu, odciążanego mu przez kopalnię, za winy niedopatrzania naszych urzędów. Interpelacje księży lub tłumaczy, których rola jest bardzo skomplikowana, nie odnoszą żadnego skutku.

Dowolnie jest też traktowana sprawa zarobków naszego robotnika. Tak zwana klasę dziesiątą, najwyższą, posiadają nieliczni robotnicy, choć kwalifikacje ich, jako zawodowych górników, nie ulegają żadnej wątpliwości. Sprawa ta również dotąd jest otwarta i wytwarza największe bodaj rozgoryczenie. Nie będziemy przytaczać całego szeregu innych dowodów, których, na tle opieszałości, czy też nieumiejętnego kierownictwa sprawami wychodzącymi jest dziś, jak makiem zasiał. Dużoby czasu upłynęło, zanimbyśmy, materiał wyczerpali, albowiem wciąż napływają świeże skargi i zażalenia. Podane dowody w poprzednich artykułach są już chyba dostateczne i dają pojęcie, czego robotnikom polskim we Francji potrzeba.

Toteż stawiamy dziś sprawę jasno i otwarcie. Żądamy poczynienia niezwłocznych kroków w kierunku uregulowania wszystkich spraw, będących bolączką ogółu wychodźstwa. Żądamy tego w imię obopólnego dobra, dobra Polski, której każda władza powinna się cieszyć szacunkiem i zaufaniem, składając dowody, że zrodzona po wielu latach obcego ucisku i niewoli, potrafi zrozumieć własne dobro, zmierzające do zgodnej i wspólnej pracy wszystkich obywateli.

Do tej pracy spieszą sami robotnicy i zastępują na wielki z naszej strony szacunek, za ich stanowisko; nie chcą dać się traktować, jak bezdomni przybysze, a pragną wykazać wszędzie, że zmartwychwstała ojczyzna umie roztoczyć nad swymi obywatelami najtroskliwszą opiekę. Za tę uwagę należy im się tylko uznanie i szczerze zajęcie się ich sprawami.

Robotnicy, stając dziś we własnej obronie, stają jednocześnie w obronie swej własnej ojczyzny, dla której Francuzi nabiórą szczerego, głębokiego szacunku, widząc tę pieczołowitość, jaką są otoczeni. Przyznać musimy, że padły już lekceważące głosy Francuzów pod adresem naszych władz i doszły nas bezpośrednio, jak również przez usta robotników. Zdrasnęły one ambicje narodową i muszą być odparte. Jesteśmy przekonani, że żadne oszczędności nie staną na przeszkodzie do stworzenia aparatu władzy, któryby mógł ogromowi pracy poddać. Należy wszystko od właściwego oświetlenia. Są oszczędności, których robić nie wolno, bo przyniosą one państwu stokroć większe straty, a każda władza kierująca oszczędności tych się wyrzeknie.

Te uwagi nasuwają się nam mimowoli i pragniemy je podkreślić. Nie może dziś, leżeć w

naszym interesie podkopywanie autorytetu jakiegokolwiek bądź władzy, postawionej do czuwania nad interesami obywateli, ale owszem pomaganie im przez krytykę i wskazówki w pracy może bardzo mozołnej, prowadzonej może niedostatecznymi środkami, ale jednak zamało sprężystości. Z wielką przykrością notujemy dziś fakty zaniedbania, ale gotowi jesteśmy jutro z równą szczerością podnieść wszelkie wysiłki, zmierzające do unormowania życia robotniczego, w naprawieniu wszystkich błędów, które dziś wytykamy. Pragniemy być w tej pracy pomocnymi i oddajemy już pierwszą usługę przez pokazanie tych ran, które prędzej czy później mogłyby spowodować gangrenę, a temsamem wielką wyrządzić krzywdę krajowi, tonącemu w trudnościach materialnych i politycznych zawikłaniach.

Bolesław Bielski.

Od Sokoła w Lallaing.

Otrzymujemy następujący list z prośbą o ogłoszenie.

Gniazdo Sokoła w Lallaing składa delegatowi Sokoła Paryskiego, druhowi Bielskiemu serdeczne podziękowanie za złożenie zmarłemu druhowi, S. P. Bolesławowi Lehmanowi, wieńca o barwach narodowych od Sokoła Paryskiego.

Lallaing.

Dnia 3 lipca zwołał prezes Hulalka zebranie Towarzystwa Robotniczego w Lallaing, założonego dnia 7 kwietnia roku zeszłego. Po przemówieniu prezesa Hulalki, nawołującego do zgody i zapisywania się na członków Towarzystwa, zgodzono się na wniosek tegoż prezesa na obiór nowego zarządu. Pod koniec dyskusji zabrał głos rodak Dupiczak i zaproponował założenie filii Związku Robotników. Po przezeźtaniu ustaw Związku, zgodzono się na ten wniosek jednogłośnie. Zaczem przystąpiono zaraz do obioru zarządu filii Związku. Do zarządu weszli: Dupiczak Stanisław, prezes — Szymaniak Michał, sekretarz — Olesiński, skarbnik — Zamyślewski, Ruliński, Dąbrowski, zastępcy — Nowacki, Urbański, komisja rewizyjna. Bezsrocznie potem zapisało się nowych członków 31, mamy więc nadzieję, że kolonia w Lallaing wskrzesi dawne tradycje przedwojenne. Pocięszajacym również wielce jest fakt, że w tęsamą niedzielę stanęło do ćwiczeń tutejszego Sokoła 30 druhów ćwiczących.

A więc, Rodacy w Lallaing, podajmy sobie ręce do zgody. Mamy obecnie Związek Robotników Polskich, mamy własne gniazdo sokole, zapisujecie się wszyscy, jak jeden mąż w nasze szeregi. Niech zginą na zawsze stare grzechy niezgody, które dotąd panowały, a na jej miejscu niech zapanuje jedność i zgoda we wspólnej pracy.

Szymaniak, sekretarz,
Dupiczak, prezes.

Sprawa konwencji polsko-francuskiej.

Na posiedzeniu komisji spraw zagranicznych Izba franc. zajmowała się wnioskiem w sprawie zawarcia konwencji między Francją a Polską, dotyczącej pomocy i opieki społecznej. Komisja wypowiedziała się za przyjęciem wniosku, który mogłoby zachęcić Polskę do wysyłania robotników do Francji, która z powodu wojny odczuwa dotkliwie brak rąk do pracy.

CO SIĘ DZIEJE W KRAJU

O pomoc dla młodzieży akademickiej.

Centrala akademickich bratnich pomocy w Warszawie ogłasza odezwę tej treści:

Rodacy! Młodzież akademicka żąda dziś od Was pomocy. Wiemy, że tysiące instytucji i tysiące spraw narodowych zwraca się do Was z tem samem żądaniem, ale wiemy również, że jeżeli społeczeństwo nie zainteresuje się goręcej, niż dotychczas, losem młodzieży akademickiej, duszącej się w kleszczach nędzy ostatniej, cierpiącej głód i zimno, niemającej dachu nad głową to zawiśnie nad krajem groźba masowej emigracji z ław akademickich.

Stajemy przed wami, rodacy i mówimy prosto i twardo: « Pomagajcie! Bo nie o nas samych tu chodzi, lecz o całą przyszłość Ojczyzny ». Zwlekać już nie można. Zanim zima nadejdzie, trzeba przygotować akcję ratunkową. Z rozporządzenia Naczelnika Państwa oddano młodzieży akademickiej gmachy koszarowe przy ul. 3 maja. Te koszary trzeba oczyścić, urządzić i umeblować aby rzesza studencka znaleźć w nich mogła dach nad głową, jaki taki nocleg, kąpiel spokojny do pracy i choćby, najprymitywniejszą jadłodajnię.

Wszystkie te inwestycje kosztować będą około 13 500.000 mk. Jedną dziesiątą tej sumy otrzymaliśmy już ty ulem daru dla młodzieży od p. Henryka Löwenfelda, za co niniejszem składamy z głębi serca staropolskie « Bóg zapłać ». Przeszło dziesiątą część zebrał dotychczas także « Komitet pomocy dla studenta-żołnierza ». Resztę

jednak dać musi jeszcze społeczeństwo, aby odwrócić klęskę grożącą. Nie żądamy wyłącznie pieniędzy. Niech każdy daje co może. Wszystko, czego wymaga urządzenie mieszkań studenckich i przebudowanie koszar, będzie przyjęte z najgorętszą wdzięcznością. Dajcie! Pomagajcie! Odsyłajcie dary wasze w pieniądzech i naturze do Centrali akademickich bratnich pomocy (Warszawa-Kopernika 41) albo do Komitetu pomocy akademikom żołnierzom (mieszkaniec mec. Osuchowskiego, Warszawa-Senatorska 8).

Humor samobójcy.

Przy żołnierzu niewiadomego nazwiska, który na wale fortowym w pobliżu wsi Szczęśliwice odebrał sobie życie za pomocą wystrzału z rewolweru, znaleziono kartkę z następującym napisem: « Jestem znudzony życiem, udaję się do Abrahama na piwo ».

UCZCIE SIĘ PO FRANCUSKU !

Znajomość języka francuskiego ułatwi Wam walkę o byt we Francji, pozwoli Wam samym zająć się swemi sprawami, da poznać lepiej życie francuskie, które nauczy Was niejednej rzeczy pożytecznej

NAJLEPSZY PODRĘCZNIK DO NAUKI JĘZYKA FRANCUSKIEGO I. ZIELIŃSKIEJ

do nabycia po cenie 4 franków

w księgarni POLONII, 3^{bis}, rue La Bruyère, PARIS (IX^e)

Ze statystyki Warszawy.

Wydział statystyczny magistratu warszawskiego podaje następujące sprawozdanie za tydzień od 12 do 18 czerwca r. b.

Skonów zarejestrowano 223 (co w stosunku rocznym wynosi 12,1 na 1.000 ludności), w tej liczbie; mężczyzn 124, kobiet 99 chrześc. 167, żydów 56, dzieci poniżej roku — 65 (29 proc.). W tygodniu poprz. było zejść 266, w odp. tygodniu roku ub. — 278).

Na gruźlicę zmarło 39 osób (37 chrześcijan i 2 żydów), na ostre choroby zakaźne — 15, w tem 3 na szkarlatynę, 2 na dur brzuszny, 2 na czerwónkę, 1 na malarję. Samobójstw było 4, zabójstw 1.

Zameldowanych wypadków chorób zakaźnych było 124 (o 11 więcej niż w tyg. poprz.), w tem odry 26, malarji 19, szkarlatyny 16, duru plamistego 15 (o 8 więcej niż w tyg. poprz.), duru brzuszego 14, dysenterji 12 (o 7 więcej niż w tyg. poprz.) ospy 9.

Metryk urodzenia spisano 272 (o 46 mniej niż w tyg. pop., a o 208 mniej niż w odp. tyg. roku ub.). W ogólnej liczbie zarejestrowanych urodzeń było: chłopców 146 dziewcząt 126, dzieci ślubnych 252, nieślubnych — 20, chrześcijan 222, żydów — 50 Pochowano noworodków martwych 13 (8 ślubnych i 5 nieśl.).

Mażeństw zawarto 146 (o 44 mniej niż w tyg. poprz. a o 50 mniej niż w odp. tyg. roku ub.) Ślubów chrześcijańskich było 111, żydowskich — 35.

Odezwa Korfantego.

W związku z likwidacją powstania, Korfanty wydał odezwę do wszystkich Górnoszlązaków, w której podnosząc z uznaniem wysiłki bohaterskie ludu górnośląskiego, z pełnem zaufaniem powierza rozstrzygnięcie sprawy Górnego Śląska koalicji i Radzie najwyższej. O losie Górnego Śląska — stwierdza Korfanty — zadecyduje ostatecznie Rada najwyższa, a więc przedstawiciele zwyciężczych mocarstw, które złamały pruski imperjalizm. Ufamy ich sprawiedliwości i wierzymy mocno, że sprawa nasza w dobrych spoczywa rękach. Narody zachodnie i ich rządy nie mogą sprzeniewierzać się zasadom, które przez całą wojnę głosiły, nie mogą one pozwolić na krzywdę ludu górnośląskiego, który nie zawahał się przed żadną ofiarą, żeby sobie wywalczyć wolność. Za dwa lub trzy tygodnie Rada najwyższa orzeknie więc o naszej przyszłości. Dostojność wielkich mocarstw i ich reprezentantów pozwala nam już dzisiaj oświadczyć, że wkrótce będziemy z Polską złączeni. Teraz, kiedy waga się losy nasze, w przedmiejscu ziszczenia się naszych wiekowych ideałów, zachowajmy spokój, rozwagę i męstwo, licujące z powagą wielkiej dziejowej chwili. Skończą się wnet nasze cierpienia i polski śląsk wyzwolony od niemieckiego jarzma, będzie mógł pracować nad własnym rozwojem i dla dobra wielkiej, teraz dopiero zjednoczonej Ojczyzny.

Ameryka a G. Śląsk.

Zjazd American Legion (narodowej amerykańskiej organizacji b. wojskowych wielkiej wojny) we Florydzie wysłał do Senatu amerykańskiego rezolucję w sprawie górnośląskiej z protestem przeciw tendencjom do przyznania Górnego Śląska Niemcom. Rezolucja domaga się, by Ameryka użyła wszelkich środków, aby zapewnić wykonanie w całej pełni prawa samostanowienia narodów.

Wiadomości Telegraficzne

(Express Telegraph de l'Est—12, r. du Helder, Paris.)

• Pożyczka przymusowa.

Sejmowa rada finansowa obradowała w ostatnich dniach nad pożyczką przymusową. Minister skarbu przedstawił sejmowej komisji finansowej projekt odnośnego prawa.

• Polska partja socjalistyczna.

Polska partja socjalistyczna postanowiła wystąpić z drugiej międzynarodówki.

• Udział Polski w skarbie austriackim.

Przedstawiciel rządu polskiego, Leon Biliński, podpisał w sobotę, dnia 3 lipca w Krakowie ugodę z komisją likwidacyjną Banku austro-węgierskiego co do rozdziału 50 milionów koron w złocie. Polska otrzymała cztery i pół miliona koron w złocie angielskiem, które już odesłano do Warszawy.

• Finanse Litwy Środkowej.

Budżet Litwy Środkowej (Wileńskiej) za drugie półrocze bieżącego roku przewiduje wzrost dochodów bardzo znaczny w porównaniu z okresem poprzednim. Spodziewają się, że w roku przyszłym budżet znajdzie równowagę.

Wprowadzenie w życie reformy rolnej rozpocznie się w najbliższym czasie przez parcelację terenów, skonfiskowanych przez rząd rosyjski polskim klasztorom.

• Zamordowanie oficera francuskiego w Bytomiu przez Niemców.

Oto w jakich okolicznościach został zamordowany komendant Montalegre. Organizacje niemieckie przygotowały wielką manifestację na cześć mających przybyć do Bytomia oddziałów angielskich. Tłum niemiecki oklaskiwał Anglików, a obrzucał obelgami Francuzów i Polaków. Na placu Moltkego, w pobliżu nowych koszar, Niemcy otoczyli oddział francuski, chcąc go rozbroić i wznosząc okrzyki: Zabijemy Francuzów!

Nadszedł na to komendant Montalegre, a wtedy jakiś Niemiec w cywilnem ubraniu, strzelił do niego dwa razy zdradziecko z tyłu, w głowę. Kula weszła przez kark i wyszła przez czaszke. Oficer upadł na miejscu.

Francuzi i Anglicy rozpoczęli się bronić, zabijając podobno szesnastu Niemców a między nimi oślawionego stosstruplera, Rollega, który niedawno zamordował członka polskiej komisji plebiscytowej. Sierżant angielski i dwu podoficerów francuskich jest ciężko rannych.

Po ogłoszeniu stanu obłężenia władze francuskie i angielskie aresztowały burmistrza miasta, Stephena, wielu urzędników policji, oraz kilku obywateli, zatrzymując ich, jako zakładników, dla zabezpieczenia spokoju. Dnia 4 lipca patrole francuskie i angielskie dokonały rewizyj w ulicy Dworca kolejowego, aresztując wiele osób. Z powodu pogroźek niemieckich, pewna ilość kolejarzy Polaków wzbrania się pracować na zachód od Kęrzierzyna.

• Niemcy uznają Komitet Dwunastu.

Rząd niemiecki uznał oficjalnie Komitet Dwunastu z Głogówka, jako urzędowych przedstawicieli niemieckich na Górnym Śląsku.

• Oświadczenie nowego komendanta Bytomia.

Nowy komendant Bytomia, angielski generał Wauhope, oświadczył władzom miejskim oraz partjom politycznym, że wszelki zamach na żołnierzy francuskich, angielskich lub włoskich, zostających pod jego rozkazami, będzie karany według pełnego rygoru prawa. Zabronił również wszelkich manifestacji podczas pochodu oddziałów angielskich.

• Tymczasowy odwrót band gen. Hoefera.

W ostatnich dniach przemaszerowało tysiąc żołnierzy niemieckich przez Opole, udając się do Niemiec. Granica śląska od strony niemieckiej jest zupełnie otwarta, a żołnierze gen. Hoefera oświadczyli, że wkrótce powrócą na G. Śląsk.

• Okupacja Aljantów.

Oddziały aljantów zajęły okręgi: Kluczbork, Oleśno, Lubliniec i Tarnowskie Góry. Oddziały francusko-angielskie zajęły Gliwice i Bytom.

• Komisja finansowa sejmu.

Minister skarbu przedłożył komisji finansowej sejmu trzy dekrety: 1 — emisja renty trzyprocentowej 2 — wpłata pierwszej raty przymusowej pożyczki wewnętrznej 3 — rozkład pożyczki przymusowej.

• Porwanie księdza polskiego.

Stosstruplerzy porwali i uprowadzili w niewiadomym kierunku proboszcza ze Starnowa.

• Pogrzeb komendanta Montalegre.

Pogrzeb komendanta Montalegre odbył się d. 7, rano, w obecności generała Le Ronda i wojskowych władz międzysojuszniczych. Zwłoki przewieziono do Gliwic, gdzie będą oczekiwać na przewiezienie do Francji.

• Premedytacja zamordowania kom. Montalegre udowodniona.

Na dwa tygodnie przed zamordowaniem komendanta Montalegre, komisja międzysojusznicza nakazała aresztowanie dowódcy band niemieckich, Langischa. Członkowie komisji otrzymali listy z pogroźkami, że o ile Langisch nie będzie wypuszczony, zginie sześciu oficerów francuskich. Komendant Montalegre również otrzymał podobny list.

• Dobrodziejstwa « kultury ».

Ludność polska z okręgu raciborskiego zmuszona jest opuszczać okolice, gdyż oddziały włoskie nie wystarczają do ochrony przed ciągłymi atakami niemieckiego Orgeschu i innych organizacji niemieckich.

Niemcy zmuszają polskich kolejarzy udawać się po wypłatę do Opola, gdzie ich następnie aresztują i znęcają nad nimi w sposób barbarzyński. Ludność polska domaga się protekcji francuskiej i angielskiej.

Dyrekcja fabryki Hulżyńskiego w Gliwicach wzbrania się przyjmować do pracy robotników, powracających z frontu. Dzienniki polskie zwracają uwagę komisji międzysojuszniczej, że to może pociągnąć za sobą poważne skutki dla przemysłu górnośląskiego.

Orgesch postanowił nie wpuszczać robotników polskich do wielu miejscowości. W Gliwicach i Katowicach wielu robotników, powracających z frontu, zostało pobitych przez Niemców i wypędzonych z miasta.

Powstaniec Neyman, który powrócił z niewoli niemieckiej, opowiada, że żołnierze bawarscy dobijają rannych i rozstrzelują więźniów. Protokoły tych mordów będą przesłane komisji międzysojuszniczej.

NAJSZYBCIEJ PRZESYŁKĘ PIENIĘDZY DO POLSKI

za pomocą czeków, przekazów listowych lub telegraficznych skuteczniejsza po najlepszym kursie jedynie

BANK DLA HANDLU I PRZEMYSŁU W WARSZAWIE

FILJA W PARYŻU

Adres telegraficzny: Bankvarab

36, rue de Châteaudun, Paris (9^e)

Telefon: Trudaine 56-49, 66-78

posiadający we wszystkich miejscowościach Polski swe oddziały, agencje i korespondentów.

Kapitały własne przeszło 100 milionów Marek p.

INSTYTUCJA CENTRALNA: WARSZAWA, UL. TRAUUGUTTA 8

Oddziały i Agencje: Białą podlaska, Białystok, Brześć Litewski, Drohobycz, Grajewo, Lwów, Łomża, Łuków, Międzyrzec, Mińsk-Litewski, Siedlce, Stanisławów oraz 4 oddziały miejskie w Warszawie. Filja w Antwerpii (Belgia).

Kasy wypłat: Poznań, Kraków, Gdańsk, Bydgoszcz, Toruń, Płock, Łańcut, Bielsk, Pabianice, Pułtusk, Zamość, Chełm, Będzin, Częstochowa, Kalisz, Kielce, Kutno, Łódź, Lublin, Mława, Ostrowiec, Piotrków, Radom, Radomsk, Sosnowice, Włocławek, Zawiercie, Zgierz, Sandomierz.

JEDYNY POLSKI BANK WE FRANCJI

Liczne listowne podziękowania świadczą, że tylko Bank dla Handlu i Przemysłu w Warszawie potrafił dotąd przesyłać pieniądze najszybciej i najtaniej z zupełną gwarancją punktualnego doreczenia. We większych miastach przekazy telegraficzne zostają wypłacone po 2-3 dniach, a listowne po 6-10 dniach. BANK opłaca najkorzystniej oszczędności we frankach lub markach polskich. Specjalna opieka nad przekazami pracowników polskich. Listy należy pisać po polsku.

Listy i przekazy należy adresować: Banque pour le Commerce et l'Industrie à Varsocie, Succursale de Paris, 36, rue de Châteaudun, Paris (9^e).

KATALOG POLONII

I. — POWIEŚCI, OPOWIADANIA, NOWELE

(ciąg dalszy)

E. Ligocki.		W. Perzyński.		M. Serao.	
Sambra i Moza	8 »	Wróg wojny	7 »	Po przebaczeniu	5 »
J. Łada.		Uczniaki	5 »	H. Sienkiewicz.	
Oman	7 »	Kłopoty ministrów	6 »	W puszczy Białowieskiej	1 »
K. Makuszyński.		Opowieści niezwykle	4 »	Bartek Zwycięzca	1 »
Radosne i Smutne	3 50	B. Prus.		Janko muzykant. — Latarnik	0 75
Po Mlecznej drodze	6 »	Anielka	4 »	Na Oceanie Atlantyckim	0 50
Perły i wieprze	7 »	Emancypantki. 4 tomy	20 »	Niewola tatarska	0 75
M. Mańkowski.		Faraon. 3 tomy	15 »	Orso. — Sachem	1 »
Złoty dar człowieka	3 »	Antek	2 »	Pieszko przez Czarny Łąd	1 »
W. Margueritte.		Cienie — Z legend dawnego Egiptu	1 50	Stary Sługa	0 75
Grzech	4 »	Grzechy dzieciństwa	3 »	Wspomnienia z Maripozy. Organista z	
Marion.		Omyłka	3 50	Ponikły	1 »
Nad Arnem i Sekwaną	8 »	Kamizelka — Michałko	1 50	Krzyżacy. 4 tomy	18 »
Mayne-Reid.		W. Przyborowski.		Na jasnym brzegu	1 »
Dolina bez wyjścia	6 »	Na San-Domingo, oprawne	3 50	Bez dogmatu. 3 tomy	13 50
Młodzi żeglarze	6 »	Berezyna, oprawne	3 50	Ogniem i mieczem. 4 tomy	13 »
Pobyt w pustyni	6 »	Berek pod Kockiem	4 »	Quo Vadis. 3 tomy	13 50
Porwana siostra	6 »	Jak Prusacy uciekali z Warszawy	4 »	Na marne. — Na jasnym brzegu.	
K. Mery.		Rachilde.		Oprawne	8 »
Głos przodków	4 »	Żonglerka	7 »	Stary sługa. Hania. Szkice węglem.	
T. Miciński.		W. Raort.		Janko muzykant	4 »
Nietota	10 »	Śmieszne historie	5 »	Przez stepy. Orso. Z pamiętnika poznań-	
W. Morris.		S. W. Reymont.		skiego nauczyciela. Za chlebem.	
Wieści znikąd	3 »	Wiosna	1 50	Czyja wina?	4 »
T. Nalepiński.		W porębie. — Przy robocie	1 50	Na polu chwały	15 »
Śpiewnik rozdarty	6 »	W ziemi Chełmskiej	3 50	W. Sieroszewski.	
Z. R. Nałkowska.		Sprawiedliwie	8 »	Ol Soni Kisan	8 »
Tajemnice krwi	2 50	Chłopi. 4 tomy	20 »	W Matni	8 »
Z. Niedźwiecki.		Rok 1794. Insurekcja	7 »	Ocean	13 »
Czarna pantera	5 »	Za frontem	6 »	Ucieczka	10 »
J. Król. Mość. Boa dusiciel	5 »	E. Rod.		Kulisi	1 50
Dobro publiczne	2 »	Daremny wysiłek	4 »	Bokser	1 »
I. Nikorowicz.		M. Rodziewiczówna.		W ofierze bogom	1 »
Jan Kiszocki	5 »	Byli i będą	8 »	U. Sinclair.	
Nowela Polska.		Jerychonka	8 »	Grzędawisko	8 »
tom. I. szy: Sienkiewicz, Prus,		Łato leśnych ludzi	5 »	Sowiński.	
Orzeszkowa	2 »	Kwiat lotosu	5 50	Katorżnik	5 »
tom. II gi: Świętochowski, Konop-		Dewajtis	6 »	O Soyka.	
nicka, Szymanowski	1 60	Czahary	6 »	Pojedynek mocarzy	2 50
tom. III ci: Sewer, Junosza, Dya-		K. Rojan.		M. Srokowski.	
siński	4 »	Jutzenka	7 »	Kult ciała	8 »
W Orkan.		L. Romocki.		P. Staśko.	
Wesele Prometeusza	3 50	Mazowsze	4 »	Szałona Sielanka	5 »
Drzewiej	6 »	L. Rudnicki.		Pod młotem Losu	2 50
W roztokach. 4 tomy	8 »	Odrodzenie	8 »	A. Strug.	
E. Orzeszkowa.		H. Rzewuski.		Dzieje jednego pościku. Oprawne	12 »
Meir Ezofowicz	8 »	Kazanie konfederackie. — Ks. Marek	1 »	Odnaka za wierną służbę	8 »
L. Pergaud.		Tadeusz Reytan	1 »	Swift.	
Od lisa do sroki	5 »	Sawa. — Pan Borowski	1 »	Podróże Guliwera	5 »
				Szpyrkówna.	
				Wielki cham	8 »

c. d. n.